

sem 13 2018

canada.....	2
Nique les fachos partout.....	2
Une vitrine fracassée à TVA après la manif du 15 mars.....	2
france.....	2
CAEN(calvados) la police en roue libre, retour sur les violences policière le 22 Mars.....	2
Mais que font les anti-autoritaires ?.....	3
Lettre ouverte d'un (ex)agriculteur à Sébastien Lecornu, secrétaire d'État au ministère de la « transition écologique et solidaire ».....	10
Proposition fainéante, cynique et extrême.....	13
Le Creusot (Saône-et-Loire) : Des abribus perdent leur vitres.....	14
Du Grand Lyon à la Manche : dégradation de bagnoles (pas si gratuites que ça !).....	14
Prison de Brest : Condamné pour ne pas s'être laissé faire.....	15
Flics, Fachos Hors De Nos Facs ! En réponse aux appels de Lille et de Toulouse, manifestons !.....	16
Occupation de Tolbiac !.....	16
Nantes : la fac est à nous, la fac est à toi et moi.....	18
Perquisitions à Toulouse [MAJ 2 – 29/03 : Fin des GAV].....	22
Lille : Manif sauvage nocturne.....	22
La fin ou le début d'un mouvement ?.....	23
Le Zoïle ne nous fera pas taire.....	24
Le refus de prélèvement ADN : Un délit perpétuel.....	27
Castres (Tarn) : Communiqué d'action anonyme.....	28
Paris : Contre tous les pouvoirs.....	28
Perquisitions à Ambert.....	29
Possible vague de perquisitions à Toulouse, Limoge et Ambert (63) [MAJ].....	29
[Nantes - 28 mars] le gouvernement tente de briser le mouvement étudiant.....	30
Feu sur Enedys.....	31
ZAD de NDDL : nous nous engageons contre toute expulsion.....	31
Prise de position de la légal team sur les actions de milice.....	31
« Lettre de rupture au cishétéropatriarcat » par Les Méduses.....	33
MAJ Perquisitions Ambert.....	34
Hommage à Beltrame : le sacrifice de l'un n'efface pas les crimes des autres.....	35
[Bure] Bilan de la répression un mois après l'expulsion.....	35
Soutien et solidarité avec la lutte étudiante et lycéenne !.....	37
On ne se laissera pas Limoger.....	38
grece.....	39
#Korydallos: Protest in solidarity with the hunger strike of imprisoned university student Vasilis Dimakis..	39
russe.....	40
Why the Torture Cases of Anarchists in Russia Matter.....	40
A Brief Summary of the Cases: Lies, Forgery, and Torture.....	41
Previous Precedents in Europe and the US.....	42
Why the Russian Model Could Spread.....	43
Previous Precedents in Russia.....	44
What We Can Do.....	45
Appendix: The Arrestees (In Chronological Order).....	48
In the City of St. Petersburg.....	49
suisse.....	50
Bâle : verdict du procès en appel contre un compagnon.....	50
Berne : Visite nocturne chez une pièce-maitresse du système carcéral.....	51

canada

Nique les fachos partout

Soumission anonyme à MTL Contre-info

Le soir du 18 mars, après que les Soldiers of Odin aient fait une sortie à l'occasion du défile de la St-Patrick, nous avons détruit le véhicule de Kathy Latulipe, présidente provinciale des S.O.O., dans une rue du quartier Villieray. Toutes les vitres de son chevrolet HHR gris (W69 K2M) ont été cassées, les pneus crevés et nous avons peint "Fuck S.O.O." sur le côté.

Ensuite, nous avons détruit le véhicule de Stéphane Blouin, directeur de Montréal des S.O.O., devant chez lui au 2553 rue Fletcher, dans l'est de Montreal. Son Mazda CX5 bleu (G54 HTB) s'est fait cassé les fenêtres.

Quelques jours plus tard, nous avons réservé le même sort au véhicule de Simon Arcand, vidéaste amateur des S.O.O., devant sa maison située au 4965 rue Laurentien à Drummondville.

Soldiers of Odin est un groupuscule raciste et fasciste qui n'a sa place nulle part dans ce monde. Nous leur barrerons la route par tous les moyens nécessaires.

Nique les fachos partout.

Une vitrine fracassée à TVA après la manif du 15 mars

De Journal corporatiste légèrement détourné, soumission anonyme à MTL Contre-info

L'édifice de TVA a été la cible d'un acte de vandalisme dans la nuit de jeudi à vendredi [le 16 mars]. Une vitrine donnant sur le boulevard De Maisonneuve a été fracassée. Bon moyen de rappeler que les possibilités d'attaquer n'existent pas qu'en manif, lors desquelles il n'est pas toujours simple d'agir en raison du nombre important de flics.

Peu avant 3 h 30, trois individus encagoulés qui marchaient sur le boulevard ont brisé la vitrine au moyen d'objets contondants, puis ont rapidement quitté les lieux.

Les policiers ignorent pour l'instant si l'incident est lié à la manifestation organisée par le Collectif opposé à la brutalité policière, qui a eu lieu jeudi soir.

france

CAEN(calvados) la police en roue libre, retour sur les violences policière le 22 Mars

[reçu par mail]

Salut

Ci joint le communiqué du CROC à propos de l'intervention policière de nervis de la BAC à l'issue de la manif du 22 mars à Caen. joints également la vidéos de résistances – même si on aime pas ça – qui ne rend que partiellement compte de la violence de l'intervention qui a débuté depuis un moment. A noter qu' à ce moment il y a déjà pas mal de blessé-e-s, un interpellé et des coups et menaces à gogos...

Tout se passe à l'issue de la manif où la BAC, parfois mal déguisée en militants – avec des autoc de sud – a suivi un cortège plus offensif...

A la fin de celle-ci quelques lycéen-ne-s, étudiant-e-s et précaires remontent vers l'AG du château. Là interv' de la bac pour interpel'. Dérapages, coups, flash balls, désencerclements, et menaces. Et pour les compas de lutte embarqués un tabassage dans les véhicules et des poursuites en prime. L'Etat dans sa grandeur...

Bien évidemment il ne s'agit pas de jouer les victimes tant tout cela nous rappelle que le maintien de l'ordre c'est le maintien d'un monde... **Il s'agit juste de faire suivre l'info au moment où Etat, groupes d'extrême droite et bourgeoisie lient leur intérêts pour réintroduire l'usage des milices.** A noter que dans leur empressement les cogens avaient laissé leur véhicule portes ouvertes avec clés sur le contact...

Anarchistement,

Un rétif.

Ci-joint le communiqué du CROC sur les violences policières commises le 22 mars lors des interpellations au château.

À diffuser. celui-ci [en PDF](#)

Mais que font les anti-autoritaires ?

Mais que font les anti-autoritaires ? Introduction

Ces dernières semaines ont déclenché une remonté de désaccords politique sur la ZAD. Je pense que c'est rare de voir une telle réaction collective à des problèmes qui existent sur la zone depuis plusieurs années et qu'on n'a jamais réussi à résoudre jusqu'à présent. J'ai l'impression que ces problèmes ont commencé à se manifester notamment à partir des expulsions en 2012 quand le mouvement d'occupation c'est élargi. Aujourd'hui plus qu'avant des personnes avec des positions politiques et sociales très diverses et opposées se trouvent à vivre et à lutter ensemble sur la ZAD.

Je constate que les diverses positions partagent une crainte qu'il y a un risque de se faire squeezer¹ par l'une des positions. Je ne sais pas comment on va se sortir de cette situation, et potentiellement on ne s'en sortira pas.

J'ai peur à mon tour que si on ne s'en occupe pas maintenant, on ne retrouvera plus autant de motivation et de détermination collective que ces dernières semaines et qu'il n'y aura pas forcément une deuxième chance.

Pour cela j'essaie de contribuer, en semant ma graine dans le processus en cours. J'ai trouvé difficile de prendre la parole dans certaines discussions, notamment celle sur le CMDO le jeudi 4 mai, donc j'écris là en espérant que ça pourrait aider à avancer.

Les différences de fond, je pense qu'on va devoir vivre avec. On s'inspire, des fois, on se fait réfléchir, tout n'est pas figé, mais ultimement, on ne sera pas d'accord sur des analyses, des moyens ou des buts, parce qu'on n'a pas les mêmes intérêts/privilegés, parce qu'on est pas venu là pour réaliser les mêmes rêves, parce qu'on n'a pas le même bagage ni la même analyse politique. C'est pour cela que nous allons devoir vivre avec nos différences. On n'aura pas le choix.

Le problème que je vois c'est qu'il y a beaucoup de fond dans la forme. Et on a beau accepter qu'on n'est pas d'accord en théorie, quand les pratiques nous font violence, les désaccords ne sont pas que de la théorie. Les différentes pratiques, de tous les côtés pouvant choquer, on se trouve dans une situation largement dirigée par la méfiance, la peur et la colère. Être en désaccord sur le fond et avoir principalement de la peur et méfiance dans la pratique, c'est une recette pour le désastre.

La perspective à partir de laquelle je voudrais parler est : pourquoi j'ai de la méfiance et ce que je pourrais voir comme possibilité pour recréer de la confiance. La confiance n'est pas un tout ou rien, et je pense pas qu'on se fera confiance sur tout, mais au moins il est important d'avoir la confiance qu'il y a de la bienveillance en face. Une confiance qui implique qu'au moments du désaccord on évite de considérer sa perspective comme supérieur à celle de l'autre, qu'on valorise les critiques et oppositions comme essentielles et valides dans une tentative d'autogestion politique et sociale.

Je ne veux pas faire semblant d'être neutre comme l'introduction du texte pourrait laisser entendre. Je ne peux pas faire semblant d'être autant choqué par le comportement de ces supposées personnes qui critiqueraient pour le sport que par celui des personnes que je vois faire des prises de pouvoir. De plus, face aux critiques, le mélange de déni avec « de toute façon on est légitime, du coup on continuera » me le fait vraiment pas. Je pense que c'est important de prendre position actuellement, sans pour autant vouloir dire que tout est noir ou blanc. Il y a des choses légitimes et qui se comprennent dans les paroles qui viennent de tous les côtés.

Des fois ; faire des analyses des comportements peut donner l'impression d'accuser les gens d'intentions machiavelliques. Je ne pense pas que la plupart des personnes qui sont visées par des critiques aient des mauvaises intentions, mais on agit à base de nos intérêts, nos privilèges (auquel on s'est habitué.e), nos (in)consciences politiques, etc. Agir avec la conscience de ceci implique de prendre au sérieux des critiques et de ne pas juste chercher à les rejeter. Il est essentiel de reconnaître les vécus des autres, leur accorder de la validité, même si on n'est pas d'accord avec l'analyse, ou bien si ces vécus ne sont pas assez bien exprimés. En tout cas si on prétend faire « commune », va falloir apprendre à s'écouter.

Analyse Une analyse qui prend en compte les inégalités...

Je veux donner mon point de vue sur les dynamiques qui nous traversent sur la ZAD. Ceci contient forcément des généralisations². Je n'ai pas envie de parler juste du CMDO, car j'ai l'impression que le CMDO s'encre dans un certain groupe social et politique présent sur la ZAD, qui est plus large.

Les prises de pouvoir qui me posent problème³ peuvent émaner de groupes ou d'individu.e.s, être spontané ou prémédité, reconnues ou niées par la suite. Par contre je les vois en lien avec un groupe social et politique.

Socialement ce groupe représente des personnes plutôt confortable dans ce monde, avec des moyens ; financier,s intellectuels, réseaux de luttes, occupant souvent des lieux en dût sur la zone, plutôt français-es qu'étranger-es, plutôt blanc.hes, avec moins de galères de santé, d'addictions, de pauvreté et de répression policière au quotidien que d'autres occupant.e.s de la ZAD... Soyons clair, j'en fais parti de ce groupe social. Ce n'est pas question d'en culpabiliser, mais de le prendre en compte quand on se demande si un rapport de force est l'outil propice pour régler un désaccord.

Elles sont aussi en lien avec une position politique. Une position que j'identifie souvent comme plus conformiste. On va plutôt vouloir couper des arbres que s'y opposer, plutôt faire la chasse que s'y opposer, plutôt faire l'élevage que réfléchir sur le spécisme, plutôt vouloir rentrer dans le dur, faire d'installations agricoles légales, plutôt vouloir parler à la presse, refuser des grilles de lecture qui donnent une importance aux inégalités ou à l'anti-autoritarisme, « je ne suis pas venu.e la pour me remettre en question, mais pour combattre l'état et le capitalisme », ...

Quand **cette** position sociale se croise avec **cette** position politique, ce n'est pas un hasard. Quand on est plutôt confortablement installé on a intérêt à ce que la rupture avec le meilleur des mondes ne soit pas trop radicale.

...parce que certaines positions politiques/sociales me paraissent plus dangereuses que d'autres

Avec la diversité de nos positions politiques, quand les actions, comportements d'autres nous posent question politiquement et ce problème se pose mutuellement, on commence à voir des rapports de force, des prises de pouvoir, des enjeux de faire ressembler la ZAD à sa vision des choses, et on commence à avoir peur de se faire squeezer par l'autre.

Les paysans ont peur que les anti-specistes veulent une ZAD ou il n'y a pas d'agriculture conventionnelle, qu'elles ne peuvent plus accéder à leur champs, que les coups de pressions vont finir par les faire partir⁴. Que leurs choix politiques (ou celle de l'ACIPA), comme parler au journalistes et au politiciens ne soient plus possible à cause d'actions comme celle à la vacherie.

Moi j'ai peur que des visions politiques radicales qui sont minoritaires **partout**, ou des personnes qui galèrent **partout** soient squeezé.e.s **ici** par une vision de gentrification de la ZAD : nettoyage de l'espace et de l'image, mépris de classe, sentiers touristiques, ouverture vers la presse, installations agricoles légales, ...

La dedans je vois un groupe social qui n'a pas peur. Qui grâce à son positionnement politique plus conformiste peut facilement faire de l'alliance avec les autres organisations dans la lutte (aussi pour faire du rapport de force sur la zone), les voisins, les journalistes, les politiciens (s'il faut). Qui passe pour plus crédibles, car plus sérieux.es.x, qui peut devenir interlocuteur pour l'adversaire en cas de négociation. Qui sur la zone a déjà largement les moyens pour imposer sa vision des choses, qui peut faire des exactions (comme virer qq de la zone en mode milice violente et sans accord collectif) en toute impunité.

Je ne suis pas du tout en faveur de la punition comme pratique, mais je veux remarquer que le fait que certain.e.s personnes sont beaucoup plus entendues que d'autres se voit aussi dans quels actes sont considérés comme inacceptable. Dans le résultat du processus sur les limites, pas de limites posées sur les prises de pouvoir, les milices, ... Le même groupe qui menace de réagir collectivement⁵ face au sabotages entre nous, l'a oublié bizarrement quand une semaine plus tard qq a coupé l'internet des Domaines Libéré. Quand la même personne va casser des vitres aux Planchettes, pas de réaction virile, comme quand l'intérieur de la cuisine de Fosses Noires a été défoncé⁶.

Je revois l'histoire se reproduire comme quasi partout et toujours. Dans un mouvement de lutte, il y a ceux qui pensent la stratégie, et ceux qui sont nécessaires pour faire corps, ou chair à canon si vous préférez. Il y a toujours une élite qui a bien besoin des autres pour faire la révolution, mais qui souhaite bien garder la main dessus, car il faut quand même pas faire **trôp** la révolution. Nos privilèges, on veut quand même bien les garder. A un moment donné il sera temps pour faire des compromis avec l'état, d'assurer l'avenir et certains.e.s se sentiront plus légitime de rester que d'autres. Heureusement, le moment venu, s'il y a des récalcitrants, qui ont résisté à la transformation de l'espace et l'image, au mépris⁷, menaces et aux intimidations, l'état se portera volontaire pour faire le sale boulot... J'espère que je me trompe, mais vu de ce qui se dessine aujourd'hui, pour moi c'est la suite logique. De nous sortir les « six points » toutes les deux phrases ne me rassure pas du tout, au contraire. Ça signifie que la seule raison de se faire confiance c'est un accord sans aucune garantie de durée. Plutôt pas bon signe.

Il y a de l'autre côté aussi des prises de pouvoir. Quand on crée une ambiance sur la D281 qui a exclu une bonne partie de nos voisins de cette route, quand on va couper du maïs d'une agri.e, quand on va brûler une voiture dans un bourg à côté, quand on vole de nos voisins⁸, c'est bien aussi des choses qui nous impactent toutes et qui ne sont pas consensuelles et qui créent des ambiances excluantes. Par contre on est nombreux.x à passer des plombes à gérer ces situations, à faire du lien pour raisonner des personnes, à faire de la médiation, etc.

La différence étant quand même que ces actes sont souvent posés par plein de personnes différentes, des fois juste de passage, et qu'elles ne font pas parti d'un groupe bien défini avec des réunions et toutes capacités intellectuelles pour s'engager formellement à ne plus faire de la merde et à exiger de ses membres de ne plus en faire, mais qui refuse. De plus les personnes qui font ce genre de choses n'occupent pas souvent des positions de pouvoir, ne réfléchissent pas la question de stratégie à notre place à toutes.s⁹.

Pratique

Il y a longtemps j'ai participé à une lutte dans laquelle j'ai pris plein de place. Je décortiquais les dossiers juridiques, parlais à la presse, ai participé à des négociations avec des politiciens, des fliques, ai pris plein de place dans les réus avec plein d'assurance en soit, de la vision stratégique, de bonnes intentions et une envie de chercher la victoire (qui paraissait assez réaliste, contraire à plein d'autres luttes). Plusieurs mois sont passés avant que je me suis rendu compte que j'étais en train de perdre des pôtes. Qu'en cherchant la stratégie, la réfléchissant à qq un.e.s ont s'est trouvé en décalage avec le reste des camarades, qui pour plein de raisons différentes (moins investi, envies différentes, peur des conséquences de certaines stratégies, différence d'opinion sur les choix stratégiques ou parce qu'elles se faisaient écraser dans les réus par manque d'écoute et un envie que ça avance). J'ai pris du recul. Il m'a paru évidente que prendre soin de mes camarades était pour moi une priorité avant mes fantasmes politiques.

Ça pourrait paraître un simple choix personnel, mais ça ne l'est pas. Si je voudrais former un groupe pour participer à une lutte avec une vision stratégique, pragmatique, je pourrais, mais alors sans impliquer les personnes qui n'ont pas envie de cela, sans risquer que certains.e.s deviennent de la chair à canon, sans embarquer des personnes sur des actions sans qu'elles aient participé à la préparation pour voir si les enjeux, risques, choix stratégiques, etc leur conviennent. **Soit on fait ensemble, soit on fait de la merde.**

Avoir un choix d'inclusion (de faire commune?) implique de s'adapter au collectif. De faire attention au décalage. Ça implique de marcher plus lentement pour ne qu'on laisse derrière des camarades, même si ça fait mal à sa stratégie. Que le meilleur qu'on puisse produire sera de toute façon ce qu'on peut produire ensemble

car sinon c'est tensions, embrouilles, blessures, se sentir arnaqué, en gros la division que le CMDO dit de craindre tant.

Comment faire avec des oppositions aux initiatives qu'on prend ?

Il y deux ans j'ai participé, avec pas mal de doutes, au chantier de scierie mobile qui est venu à la ZAD. J'ai pu constater qu'il y a 90 gros trons qui ont été coupés sur zone pour ce chantier. J'ai eu l'écho de pas mal de prises de têtes et de désaccords sur la coupe d'arbres. Beaucoup des rumeurs critiques du processus que j'ai entendues se sont avérées fausses ou grossières. Néanmoins, cette année de nouveau coupe d'arbres. Je ne sais pas combien, mais j'ai vu pas mal d'arbres coupés au forêt de Rohanne. Si jamais les chiffres restent les mêmes, une centaine d'arbres de ± 50 ans coupés par an, il faudrait 5000 arbres qui ne servent que à ça si on ne veut pas enlever le bois de la ZAD dans la durée. Je pense que c'est safe de dire qu'il n'y a pas consensus pour une telle coupe au sein de l'occupation.

Pour autant on continue. J'ai eu des discussions interindividuelle avec des personnes partisans de la coupe d'arbres et on me sort des arguments comme « non, on va quand même pas chauffer avec des palettes de récup, on va encrasser notre poêle », « j'ai étudié la gestion forestière » (comme quoi on veut réfléchir notre rapport aux arbres à travers d'une science qui existe pour rentabiliser les forêts), « les haies, ce n'est pas de la nature, ça fait partie de la paysannerie », « les gros chênes devant Bellevue, on devrait tous les couper, car dessous il ne pousse pas de haie pour couper le vent ». Bref ses discussions, qui baissent dans le « j'ai un intérêt à satisfaire et du coup je cherche tout argument pour faire passer » m'ont pas donner envie d'aller discuter aux réunions qui, chapeau pour le groupe bois, ont été prévus et on eu lieu, car j'ai l'impression que la mentalité est de « convaincre si on peut, vaincre s'il faut ». Les solutions de ces désaccords ne se trouvent pas dans des discussions avec des bucherons professionnels ou autres techniciens. Ces démarches seraient chouettes et propices si tout la zone ferait le choix par rapport la coupe que fait acadabois, ce qui n'est pas le cas.

On sait très bien qu'il y a désaccord. On n'a pas vraiment besoin de plein de réunions pour le savoir. Du coup soit le groupe qui prends l'initiative propose autre chose qui peut faire compromis et qui peut s'approcher plus d'un consensus souhaitable, soit illes abandonnent, soit illes font quand même et il faut aller faire du rapport de force pour les empêcher. Je refuse de fliquer, surveiller et faire des rapports de forces avec mes camarades de luttes, du coup un moment ce genre de situation, ou l'accumulation de celles-ci, finit par faire rupture.

Ce que je trouve primordial pour fonctionner ensemble c'est de pouvoir, face à de l'opposition, **mettre de côté ses intérêts**, accepter qu'on ne peut pas forcément faire ce qu'on a envie de faire pour montrer qu'on respecte les avis des autres, même si on n'est pas d'accord. On peut revoir des projets à la baisse, trouver du bois de récup, accepter de chauffer en parti avec des palettes, mieux isoler les cabanes, mettre des poêles turbo qui consomment moins, planter des arbres têtards pour récolter du bois sans devoir couper des arbres qui ont 50 ans, etc.

Comment faire avec des critiques ?

Être remise en question est toujours (un peu) perturbant. On peut être en désaccord avec des analyses, on peut ne pas comprendre ou devoir faire face à des rumeurs grossières et des paranos. On peut se méfier des intentions de celui qui critique (sans forcément devoir le dire). Par contre on ne peut pas ignorer qu'il y a un problème. Il va falloir le prendre au sérieux.

« On a qu'à arrêter de fonctionner par consensus »¹⁰. Une manière particulièrement déplacé pour répondre aux critiques sur des prises de pouvoir est de dire que c'est la faute de la prise de décision par consensus. Pour

autant, ça n'a pas manqué. Soit disant, il y a toujours qq qui s'oppose, du coup on ne peut jamais rien faire. De plus, il y aurait des personnes qui s'oppose pour le sport¹¹.

Décrire le consensus comme une finalité, il y qq qui s'oppose du coup on est foutu, on ne peut rien faire, est pour moi une vision tout à fait tordue. Quand il n'y a pas consensus, c'est plutôt révélateur de qq chose. L'important étant de comprendre pourquoi il n'y a pas consensus, et pourquoi on était en décalage avec d'autres par rapport à la proposition qu'on a fait. Si l'envie est de faire commune, le consensus est un excellent outil pour garantir qu'on ne passe pas au dessus des désaccords juste parce qu'on est plus fort.e, plus nombreux, ... C'est un départ, pas une finalité. En ce sens, l'exigence de consensus est la remède à vos prises de pouvoir. Le présenter comme en étant la cause est abusif.

Comparer le consensus à l'unanimité¹² est bien à côté de la plaque, car l'unanimité est un modèle de vote et tant que j'ai vu, on ne fonctionne pas par vote. De fait on ne fonctionne déjà pas par consensus stricte. Le sens commun nous permet des fois de passer outre un.e individu.e qui est complètement irraisonnable, qui n'a aucune alternative à proposer, et qui se trouve en décalage avec tout le monde. C'est questionnable, mais c'est comme ça qu'on fonctionne actuellement. Par contre ce que j'entends de la part de certains membres du CMDO à travers leurs paroles et pratiques, c'est qu'on aimerait bien pouvoir aussi passer au dessus une grande partie des habitants de la zone quand ceci arrange nos intérêts ou opinions. Pour cela le consensus est certes gênant. Raison de plus d'être méfiant de vous.

Une autre réaction typique et pas propice que j'ai entendu sur la réu du 4 mai de la part de qq du CMDO était : « On veut bien continuer à réfléchir au processus de prise de décision sur la zone si la prochaine fois on ne se focalise plus sur le CMDO » et le rajout d'un deuxième membre du groupe : « et sinon, ça sera sans nous ». Quand vous prenez des initiatives, vous êtes partie prenante. Dire « on veut bien entendre des critiques et aménager qq trucs, mais de toute façon le projet aura lieu » est une manière de déposséder le collectif de sa légitimité de décider ensemble et essayer de s'approprier un pouvoir qui se veut supérieur à l'opinion d'autrui. **La décision sur quand on trouve que le problème est résolu appartient au collectif, et non au group accusé.**

Comment faire quand on sent ses limites dépassées ?

Après l'action à la Vacherie, qui est pour moi regrettable, des personnes de COPAIN sont énervés. Leur réponse c'est de venir « nettoyer » la route, un espace de vie, sans se faire chier à trouver un accord avec les habitant.e.s sur place. On essaie d'intervenir pour limiter la casse en insistant qu'elles viennent discuter en même temps qu'on négocie avec des habitants de la route pour qu'elles acceptent que l'aménagement de la route soit prise en charge collectivement. Les deux côtés (sans avoir pu discuter avec tou.te.s, sous pression du temps) acceptent les propositions respectives. La veille de la réu à Lama fâché ou les COPAINs viennent, une personne de la ZAD me clarifie : « Demain on ne vient pas tant discuter avec les gen.te.s que leurs informer de ce qu'on va faire ». Je ne peux pas soupçonner cette personne de naïveté politique. Elle sait parfaitement que c'est inacceptable. C'est ce que je comprends par une prise de pouvoir.

Que des zadistes ai fait de la merde à la Vacherie n'excuse aucunement la réponse, qui impacte d'ailleurs bien d'autres personnes que celles qui étaient à la Vacherie. De la part de camarades politiques je m'attendrais à ce qu'on raisonne COPAIN, plutôt que de s'allier avec elleux car leur position arrange vos intérêts/opinions sur la question.

La situation de la D281 était en effet un problème qu'on a trop laisser dégénérer, dans laquelle on n'a pas laissé assez de place au vécu des gen.te.s de l'extérieur. On n'a pas été suffisamment responsable en tant qu'occupants, car je ne trouve pas que c'est aux personnes de l'extérieur d'aller chercher tou.te.s habitant.e.s autour de la route pour construire un consensus, mais nous on devrait le faire.

Appart du déni entendu dans la réu des hab la même semaine face au critiques des prises de pouvoir, c'est gros de voir comment après coup la prise de pouvoir est présenté comme un accord collectif¹³. La tentative de limiter la casse a été récupéré pour prétendre qu'il y avait un accord collectif. Ce processus pourri dans 2 semaines et 3 réunions ne peut passer pour collectif et prétendre autrement c'est réécrire l'histoire.

Si accord il y a eu, engageant que les personnes présentes sur ces réunions, c'est que d'un côté a été entendu que la sécurité des habitant.e.s est important, et qu'il faut mettre en place des ralentisseurs qui obligent à réduire la vitesse et de l'autre côté qu'on ne veut pas empêcher les paysans de passer en tracteur et que les chicanes, trous ou autres obstacles devraient respecter les mesures nécessaires pour que ça passe.

Rien que cette expérience me prouve que prises de pouvoir, il y en a, et qu'intention d'en faire il y a aussi. Face aux critiques des prises de pouvoir, il me paraît donc nécessaire de s'exprimer. D'abord de reconnaître, et puis de s'engager de ne plus fonctionner comme ça. Si vraiment on est pas d'accord sur l'analyse de quand même **s'exprimer dessus et proposer un fonctionnement clair auquel on est prêt à se tenir et obligatoirement s'adapter au collectif par rapport à la question si la proposition est acceptable/ suffisante.**

Des fois on est exasperé des comportements reloux ou on est en fort désaccord politique. Pour moi la réponse à ce genre de situation ne peut pas être de s'auto-convaincre qu'on a plus raison que les autres et libérer son mépris de classe, ni de considérer qu'on est légitime faire de la merde à son tour. On est plein à perdre du temps à gérer des situations de merde, mais **ce que j'attends d'un groupe comme le CMDO en ce moment c'est bien de s'engager à ne pas en rajouter et de l'exiger de ses membres.** Et oui les alternatives sont long, laborieux et des fois chiant, mais souvent elles fonctionnent. Si on en peut plus **faut prendre des vacances.**

Pour en finir...

Dans le processus actuel autour des prises de pouvoir et autour du CMDO il y a un gros problème. On n'est jamais passé par la case reconnaissance. Soit il y a déni, soit on fait comprendre qu'on a des convictions et du coup on n'hésitera pas de refaire de la merde pour les défendre. Bien sûr on peut mettre en place des choses pour rendre plus difficile les prises de pouvoir, mais sans reconnaissance, sans engagement, il reste que 2 options, le flicage et la méfiance permanent ou une rupture totale. Si on agit pas collectivement, la rupture implique que de plus en plus de personnes chouettes vont partir « volontairement »¹⁴. J'espère qu'on trouve une solution plus agréable.

J'ai plutôt été impressionné tout ces années par la patience et la persistance des paysan.ne.s qui sont nos voisin.e.s. Ce n'est vraiment pas toujours facile de vivre sur la ZAD et illes subissent des comportements reloux. Pour autant illes sont toujours là à faire des AG avec nous, à voir aussi le positif, à nous soutenir à plein de moments. Je le considère preuve de bienveillance et de sagesse de leur part. Il faut qu'on prend soin d'elleux. Je partage avec le CMDO ce soucis, mais j'exige la même bienveillance entre nous. Qu'on cherche à s'inspirer plutôt que de ce faire des rapports de force pour imposer une vision ou une autre.

Ps : Désolé de vous faire lire un pavé, mais je n'ai pas trouvé comment l'exprimer plus succinct sans faire trop de raccourcis.

1Par squeezez ici je comprends pas tant « oublier », mais plutôt se faire écarter, étouffer, faire partir « volontairement ».

2Par généralisation j'entends synthétiser des tendances générales, majoritaires, ce qui n'empêche pas que des individu.e.s d'être ne se retrouvent pas dans les cases. C'est important par contre de pouvoir mettre des mots sur ce qui nous traverse.

3Il y a bien beaucoup plus de pratiques sur la ZAD qui me posent problème, mais là je parle des prises de pouvoir qui ont été dénoncées ces dernières semaines.

4Les zadistes ont d'ailleurs déjà réussi à faire partir des voisin.e.s là où Vinci avait échoué, alors la crainte n'est pas infondée et on devrait sûrement plus s'en occuper de ce problème.

5Texte dans le ZN direct après l'action à la Vacherie (28 mars)

6Une dizaine des personnes armées de barres de fer débarquent au lieu de vie de PJ qui s'est enfuit juste avant. Elles finissent par sortir les derniers affaires qu'il n'a pas emporté pour les brûler.

7« Je ne veux pas participer au non-marché, car c'est de l'asistanat » pour donner qu'un exemple.

8Liste largement non exhaustive.

9A l'exception de comment défendre la D281 à des moments, et récemment pas mal des habitant.e.s de cette route aient bien accepté qu'on s'en occupe plutôt de manière collective.

10Voir texte de M. des sens noms dans le ZN de 28 mars, plusieurs prises de paroles pendant des réunions.

11Des fois il y a des personnes qui peuvent paraître irraisonnable ou très retranché dans des visions très radicales difficilement conciliable avec d'autres points de vue, mais vous donnez déjà une réponse à ce genre de problèmes dans votre texte apparu il y a 2 semaines dans le ZN : « *Le fait de croire dans la nécessaire solidarité entre composantes ne nous épargne absolument pas d'aller prendre vertement la tête à l'acipa ou d'autres, [...] dans des situations de dissociations [...]. On a l'impression que ces critiques peuvent d'autant mieux être entendues et faire évoluer des choses qu'une certaine confiance a pu se bâtir, par ailleurs, sur d'autres plans, petit à petit et dans la durée, avec les personnes concernées.* » Faudra juste avoir la même constructivité pour créer une certaine confiance avec les habitant.e.s de la zone comme vers l'extérieur.

12texte CMDO ZN de 2 mai 2017

13Dans les AG du mouvement notamment

14Processus déjà en cours

Lettre ouverte d'un (ex)agriculteur à Sébastien Lecornu, secrétaire d'État au ministère de la « transition écologique et solidaire »



Tachanka de Makhno

Alors je vais me présenter rapidement : je suis fils d'agriculteur et d'agricultrice. Un « vrai ». Qui déclare tout-bien comme il faut, qui répond aux normes (et même en a co-rédigé parfois), sur une exploitation bien comme il faut. Une exploitation un peu petite, certes, mais largement dans la Surface Minimale d'Installation (SMI).

J'ai moi-même été agriculteur à mon compte. Un peu moins investi, mais je continuais bien à faire dans le cadre des engagements dus à l'État, la Région, la DDA, l'Europe, avec un comptable que je payais. Je faisais tout bien. Je n'étais pas « hors-cadre ».

Et je vivais en gagnant une misère. J'ai d'ailleurs dû faire cesser cette activité agricole pour cette raison. J'ai vécu la transition d'une époque à l'autre. Depuis celle à laquelle, comme mes parents avant moi, on pouvait vivre des ventes de ses produits vers celle où la moitié de mes revenus me venaient des aides, essentiellement européennes, et de ma capacité à remplir des dossiers.

Ces dossiers allaient bien entendu avec des engagements sur la manière dont je devais « mener mon exploitation », comme on dit. Des engagements qui, souvent ne faisaient pas sens avec ce qui aurait été rationnel économiquement, ou en terme d'insertion dans le territoire.

Je ne vais pas faire l'innocent, hein... mes difficultés venaient aussi de moi, et des circonstances climatiques. Mais pas que.

J'ai donc fini par arrêter le massacre.

Encore maintenant, quand je pratique une activité agricole (salariée, bien dans le cadre et très bien payée), environ 80% de mon salaire est financé par la communauté européenne... pas grâce à la vente des produits de l'agriculture. Bref, l'agriculture je connais. C'est un milieu dont je suis issu, et dans lequel je suis encore une bonne partie de temps.

Je dis une bonne partie du temps parce-que oui, cher Sébastien, l'agriculture conventionnelle et normée, en plus de ne pas payer, elle aigrit une partie des gens. Mais elle peut aussi en rendre d'autres critiques et combatifs.

Et oui, Sébastien. Le temps que ça m'a libéré m'a permis de me documenter, de me politiser plus que je ne l'étais déjà, et de devenir actif. Une activité que tu associerais certainement à celle de ces « militants de l'ultra-gauche violente ». De ceux que tu voudrais expulser à grands coups de tonfa et de gaz lacrymo' (savoureusement ironique pour quelqu'un qui les taxe de violence, n'est-ce pas ?). De ceux dont tu dis qu'ils n'auront jamais une activité agricole.

Oui, j'ai été agriculteur. Oui, malgré mes pourtant très modestes contributions politiques, il est très probable que cet État dont tu fais partie m'ait « fiché S », classé comme par une police politique comme « ultraviolent » ou « appelant à la haine ». L'accusation en serait tellement ridicule qu'elle en devient terriblement amusante quand j'y songe.

Alors tu pourrais me dire que je suis une exception, Sébastien. Je tiens à réfuter d'emblée cette affirmation : des gens que je connais personnellement sur cet axe politique et avec un parcours agricole, je pourrais t'en citer une bonne douzaine sans même réfléchir, uniquement dans mon entourage.

Sébastien, ta lecture du monde et tes cases sont trop étroites pour saisir la réalité de ce monde. Un monde sur lequel d'autres incompetents t'ont pourtant donné trop de pouvoirs (même si, ne nous le cachons pas, tu n'es ici est pour d'autres qu'un pion qui me sert à exercer la critique de fond que je cherche ici à faire).

Le monde agricole conventionnel devient tellement difficile à vivre que je ne suis probablement qu'une partie d'une masse qui ne peut que grandir. Une masse contre laquelle il ne sera possible de lutter qu'en continuant à jouer la carte de la division. Démunis contre moins démunis. Salariés du privé contre fonctionnaires. Fonctionnaires contre cheminots... Nervis de la FNSEA [1] contre petite paysannerie.

Mais ce n'est pas tout.

Ce qui suit est écrit avec ce que je connais de la Zad de Notre-Dame-des-Landes que je ne connais qu'indirectement, de loin, depuis une autre région.

Même si une partie des gens présents sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes, en plus de ne pas vouloir rentrer « dans les clous » (ce qui est déjà difficile, vu la pression qu'on leur fait peser dessus) n'a même pas envie d'avoir un début d'activité agricole j'ai envie de dire : « et alors ? ».

Sébastien, en plus de séparer consciencieusement (et de manière fallacieuse comme écrit ci-dessus) les gentils agriculteurs des vilains-zanarchistes-ultra-violents, ce que tu cherches à faire c'est de faire passer les arrachés de la zad pour une représentation de ce que sont tous les anarchistes.

Des arrachés que je respecte. Qui méritent ce respect. À la fois parce-qu'on à tous droit au respect, certes. Mais aussi parce-qu'ils ont trouvé pendant quelques années dans la Zad, dans ses interstice ou en plein milieu, aux abords de la route des Chicanes, un espace où vivre plus sereinement que dans le reste d'un monde policé, fliqué.

Toi qui a eu la chance - le mérite, diras-tu certainement, niant par là un certain nombre de déterminismes sociaux que tu participes ici à reproduire - de ne pas faire partie des exclus et des marges, tu ne sais peut-être pas ce que c'est que d'avoir un espace d'où on ne soit pas chassé. Tant mieux pour toi. Mais faut-il vraiment participer activement à la traque des autres ?

Sébastien, je vais te faire une fleur et ne pas partir du principe que tu es complètement idiot, même si c'est peut-être le cas. En fait, je pense que tu es volontairement malveillant. Parce-qu'en participant ainsi au débat, tu contribues évidemment à mettre la pression sur les habitants de la Zad.

Aux uns, les plus exposés et les plus socialement à la marge, tu fais planer la menace de ne plus avoir une petite place au soleil, même si c'est dans la boue d'un bocage où pourtant tu ne travaillerais jamais, y préférant le confort de ton bureau parisien.

Les autres, moins à la marge, n'osent plus se manifester pour défendre une zone que certains même, à l'image de ce vendu d'[Anthony Meignen](#) (qui a à peu près autant de rapport avec l'agriculture que toi, d'ailleurs) disent qu'elle n'est plus à défendre. Pour conserver leur lopin de terre, pourtant pas bien grand, ils acceptent de se diviser.

Et parfois à cracher sur ceux qui, parce-qu'arrachés, avaient déjà moins à perdre qu'eux. Ceux qui mériteraient pourtant leur plus grand respect car, même socialement à la marge et justement parce-qu'ils avaient moins à perdre, étaient parmi les premiers qui, quand il y en a vraiment eu besoin, osaient aller au contact. Quitte à prendre des coups encore plus violents de gens d'armes toujours mieux équipés qu'eux, toute aussi « ultraviolente » qu'ait pu être la résistance à l'aéroport.

Pour défendre leurs culs à eux, moins opprimés. Eux qui pourtant privent de plus en plus ceux qu'on appelait « arrachés » d'expression publique et, quand ils osent prendre la parole ailleurs malgré tout (ou pire, agir pour défendre encore un peu leur lieu de vie), [se font conspuer](#). Pour un bout de terre ou quelques bulletins de vote aux prochaines élections.

Sébastien, ton jeu de la division, il pue. Et s'il fonctionne à merveille à court terme je peux t'assurer personnellement qu'à plus long terme, il ne fera qu'attiser nos colères à tous.

Je veux dédier ce petit texte aux « marginaux », aux paysans qui subissent les pressions de l'État même quand, parfois, ils lui cèdent. Et souhaiter qu'à chaque fois, tous, on cède plus difficilement. Pour, un jour, ne plus leur céder du tout.

Que crève l'État. Que crève le type d'économie qu'il soutient. Que crèvent leurs normes.

[1] Je ne veux d'ailleurs pas mettre tous les membres de la FNSEA dans le même panier, et je conseille à chacun l'écoute de [l'excellente série « La fabrique du silence » dans l'émission « Les pieds sur terre », diffusée sur France Culture](#).

Proposition fainéante, cynique et extrême

Conclusions et propositions émanant de la Grosse Commission, organe fainéant cynique et extrémiste auto-proclamé de la lutte pour un monde souhaitable.

Intro un peu tristouille

Nous ne gagnerons pas la bagarre, nous ne l'avons jamais gagnée. Robocop, Thiers, Papon, et maintenant Colon tous sont trop forts, trop entourés, trop financés, trop armés, trop organisés, trop impliqués, trop balèzes en somme.

La milice du capital n'a jamais perdu. Et ne perdra certainement jamais la guerre perpétuelle qu'elle nous mène. Il n'est pas vain cependant de la combattre. Pour preuve ces moments glorieux où elle vacille et est obligée

finalement de faire grandir encore un peu plus à chaque fois son aspect monstrueux et sanguinaire. Les masques tombent et le souvenir de cette face atroce est l'aiguillon qui nous rappelle l'enjeu : la liberté ou la mort.

Aussi sûrement que deux et deux font quatre, les répressions s'adapteront toujours, les tactiques et stratégies de lutte également.

Nous sommes fainéants, c'est à dire que nous feignons, nous faisons semblant. Semblant d'être terribles lorsque lunettés, cagoulés, kawainoirisés derrière nos banderoles renforcées nous hurlons des AHOU ! Qui nous rassurent plus qu'ils n'effraient l'ennemi. Nos projectiles, inflammables ou non, sont des jouets comparés aux leurs. Nos tactiques et ruses d'apaches n'ébouriffent pas longtemps les soldats de l'ordre.

Nous sommes cyniques, c'est à dire que nous préférons nous moquer et rire un peu plutôt que de sombrer dans les fausses joies de leur faux monde.

Et nous sommes extrêmes, comme le monde, comme l'époque, comme la vie. Toute chose a des extrémités, le reste est un mensonge abrutissant.

Présentations

La Grosse Commission ne se réunit pas, elle se fait, souvent seul au fond d'un trou rempli d'eau potable. Ceci est une proposition d'une arme fainéante, cynique et extrême pour les prochaines bagarres. Associée à un bon vieux « sac à merde ! » gueulé contre un pourceau de l'ordre, cette arme se compose d'un bocal en verre et d'un mélange de substances que chacun de nous produit en quantité quotidiennement. Une fois lancé, certes il ne brûle pas, certes le verre n'a jamais blessé un seul robocop, cependant une fois le robocop repeint à la pisse/merde, son moral, ainsi que celui de ses complices, aura certainement tendance à flancher... le nôtre à grimper.

Quelle joie de donner à ces porcs ce qu'ils méritent : une bonne dose de merde... attention, il est important que le contenu du pot soit relativement liquide afin que les projections infamantes soient efficaces : rappelez-vous bien qu'un cm³ peut faire vomir.

La prochaine étape que notre inorganisation vous propose est une collecte autogérée, une confection autogérée... bref dé-merdez-vous ! Mais s'il vous plaît : que ce mouvement soit celui où ils sont dans la merde !

Voilà, la Grosse Commission vous a fait part de ses conclusions et propositions.

Attention toutefois, le caca est plein d'ADN... Mais rien n'oblige à se servir du sien !

Nous vous aimons et vous faisons des bisous à bientôt dans les lacrymos !

Le Creusot (Saône-et-Loire) : Des abribus perdent leur vitres

Creusot-infos / jeudi 22 mars 2018

Les usagers des réseaux de transport au Coeur de Ville l'ont découvert ce mercredi, l'abribus situé avenue de l'Europe, en face de la gare SNCF a été saccagé la nuit précédente. Idem pour celui de la rue de la Couronne, juste en face de l'entrée du Foyer de la Couronne, au-dessus de la Place de la Molette. Idem pour l'abribus d'Harfleur.

Délimité par de la rubalise, le verre brisé qui jonchait le sol était la trace de la nuit agitée qui a dû se dérouler

dans plusieurs coins de la ville avec des dégradations volontaires. Des incivilités qui pénalisent malheureusement les usagers qui doivent attendre leur bus hors de l'abri prévu à cet effet. [...]

Du Grand Lyon à la Manche : dégradation de bagnoles (pas si gratuites que ça !)

Ouest lyonnais : Des dégradations de véhicules en série dans quatre communes

Le Progrès / jeudi 22 mars 2018

Neuf voitures vandalisées sur la voie publique en seulement deux jours et quatre communes différentes de l'Ouest Lyonnais concernées. Les gendarmes des brigades de Dardilly et de Tassin-la-Demi-Lune ont ouvert une enquête pour retrouver le ou les auteurs de ces méfaits.

Tout a commencé le jeudi 15 mars à La Tour-de-Salvagny. En pleine nuit, quatre véhicules ont été dégradés rue du Colombier, avenue de l'Hippodrome et allée du Pré-Magnin. Sur chacun de ces méfaits, le mode opératoire est identique : **une grosse pierre est jetée sur les pare-brise et les vitres. Des rétroviseurs ont aussi été cassés et la carrosserie de certaines voitures a parfois été rayée.**

« D'après nos constatations, il s'agit de dégradations gratuites », confie une source proche de l'affaire. En effet, aucun vol n'a été à déplorer et aucun objet n'a été dérobé dans l'habitacle des voitures.

Le vendredi 16 mars, toujours dans la nuit, d'autres véhicules ont été à leur tour victimes de dégradations. Cette fois, les faits ont été commis à Marcy-l'Étoile, allée des Chênes, à Dommartin, chemin du Cerf, et à Charbonnières-les-Bains, où quatre faits similaires ont été commis durant cette même nuit. « Aucune marque précise de véhicule n'a spécifiquement été visée par ces actes », précise un enquêteur.

Pour élucider ces affaires, les gendarmes fournissent actuellement un travail de police technique autour des constatations effectuées sur les lieux des méfaits. Un appel à la vigilance est lancé auprès de la population de l'Ouest Lyonnais par la compagnie de L'Arbresle, qui compte notamment sur le dispositif de participation citoyenne pour être alertée en cas de nouveaux actes de vandalisme.

Coutances (Manche) : Une quinzaine de voitures dégradées à la gare

Ouest-France / lundi 26 mars 2018

Samedi 24 mars 2018, vers 23 h, les policiers coutançais ont constaté **la dégradation d'une quinzaine de voitures, stationnées sur le parking de longue durée de la gare de Coutances.**

Vitres brisées, portières et bouchons de réservoir forcés, le ou les auteurs de cet acte de vandalisme ont commis de nombreux dégâts sur les véhicules.

Ils ont également dérobé quelques objets, sans réelle valeur, dans les habitacles. Sur place, les forces de l'ordre ont retrouvé une petite hache.

Une enquête est en cours pour tenter d'appréhender les responsables de ce méfait. À cet égard, la police lance un appel à témoin au cas où des personnes auraient vu la scène se dérouler.

Prison de Brest : Condamné pour ne pas s'être laissé faire

extrait de Ouest-France / samedi 24 mars 2018

Hier, le tribunal a condamné un homme à **15 mois de prison ferme après l'agression de trois surveillants pénitentiaires à la maison d'arrêt de Brest**. Il était en situation de récidive légale. [...]

« Si on devait résumer l'affaire simplement, ce monsieur ne supporte pas de recevoir des ordres, fustige la procureur. Il pense, à tort, être au même niveau que les personnes dépositaires de l'autorité. »

[...] Le 26 février, alors qu'il finit de purger une peine à la maison d'arrêt de Brest, le jeune homme questionne abruptement son surveillant concernant son argent. Alors occupé, celui-ci lui répond qu'il ne peut accéder à sa demande dans l'immédiat. « Une réponse qui vous a apparemment mis en colère puisque vous avez, dans un premier temps, bloqué la porte de votre cellule avec votre pied, avant d'être repoussé par l'agent pénitentiaire, raconte la juge. Pas suffisant pour vous calmer. Il vous a entendu crier, je cite : « À la gamelle, je vous saute dessus et je vous plante ». »

Menace mise à exécution quelques minutes plus tard, alors que le surveillant rentre dans la cellule avec deux de ses collègues. **Le détenu est alors armé d'un balai cassé en deux et taillé en forme de pointe.**

Heureusement, il sera maîtrisé, non sans avoir préalablement donné un coup de genou au visage de l'un d'entre eux. Résultat : 6 jours d'ITT.

L'avocate de la partie civile ne mâche pas ses mots et parle de « faits graves, intolérables qui remettent en cause la sécurité au sein même de l'établissement pénitentiaire ». À la vue des antécédents du prévenu, transféré d'urgence de Lorient après une altercation avec un surveillant, elle demande une peine exemplaire et des dommages et intérêts d'un total de 4 300 € pour ses trois clients. La procureure, elle, requiert, deux ans de prison ferme, nécessaires pour « faire passer un message à l'ensemble de la population carcérale ».

Malgré les efforts de son avocate, Annabelle Dannequin, qui a souligné « l'absence d'éléments probatoires sur de réelles conséquences psychologiques pour les victimes », l'homme est reconnu coupable. Il est condamné à quinze mois de prison et 2 300 € au titre d'indemnisation du préjudice moral.

This entry was posted in [Anticarcéral](#) and tagged [Brest](#), [Finistère](#). Bookmark the [permalink](#).

Flics, Fachos Hors De Nos Facs ! En réponse aux appels de Lille et de Toulouse, manifestons !



Deux rendez-vous sur la journée du mercredi 28 mars répondant à [l'appel de mobilisation contre les attaques policières et fascistes récentes sur les facs](#).

Occupation de Tolbiac !



Lundi, une AG de 700 personnes a voté le blocage avec occupation à la fac de Tolbiac pour toute la semaine. Rejoignez-nous !

Suivi de l'occupation dans l'article

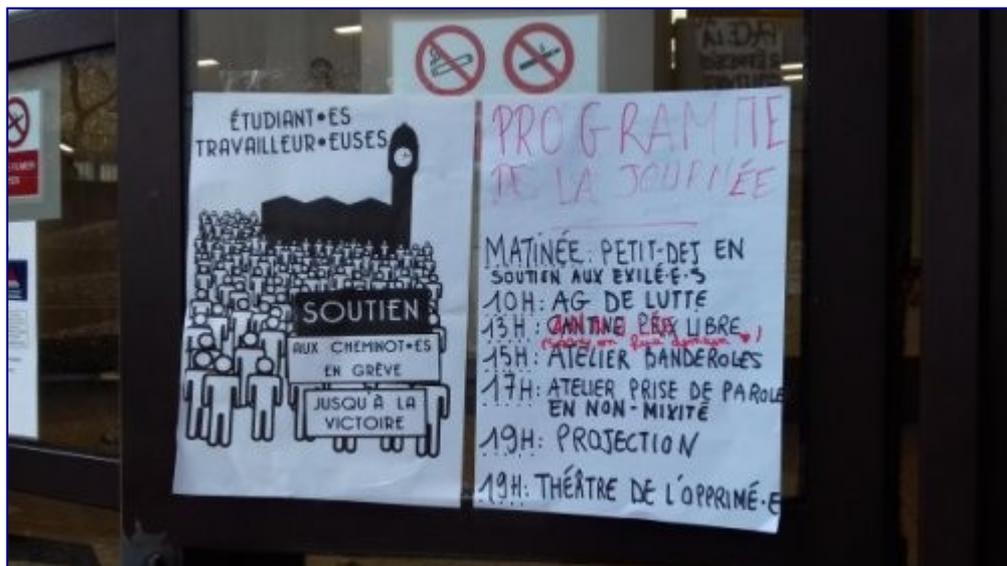
Nous, étudiant.e.s, personnel et enseignant.e.s de l'université Paris 1, avons voté en assemblée générale l'occupation du site de Tolbiac (PMF) pour toute la semaine, en opposition au Plan Étudiants et en réponse à la répression policière et aux attaques fascistes subies par les étudiant.e.s mobilisé.e.s des universités de Montpellier, Toulouse, Strasbourg, Grenoble, Lille, Bordeaux et Nantes.

Nous appelons toute personne désirant apporter son soutien à l'occupation. toute personne mobilisée contre les menaces qui pèsent sur l'université, à nous rejoindre dès ce soir pour se rencontrer, discuter et s'organiser. Nous appelons également toute personne souhaitant s'informer et s'impliquer dans la suite du mouvement contre la sélection à venir nous soutenir tout au long de cette occupation.



Ce mouvement s'inscrit dans le rejet de cette loi, et plus largement contre l'offensive libérale dans laquelle s'inscrit la politique de Macron.

L'occupation nous permet de dégager du temps et de libérer un lieu pour nous organiser concrètement en vue des prochaines échéances, notamment le 28 mars et le 3 avril.



Mais occuper une université requiert énormément d'énergie ; c'est pourquoi le soutien de chacun.e est non seulement bienvenu, mais surtout indispensable à la réussite de l'occupation de Tolbiac.

Nous vous encourageons donc à nous rejoindre dans la déter et la bonne humeur dès maintenant, et toute la semaine.

A + dans le blocus

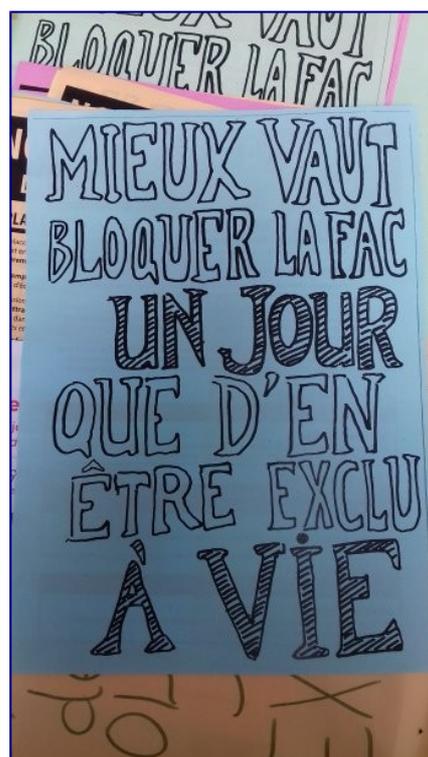
[Nantes : la fac est à nous, la fac est à toi et moi](#)

  publié le mardi 27 mars 2018 à 11:15 | . |

« Du château au Cours Cambronne » : le luxe de la solidarité

À Grenoble, Lyon, Brest, Montpellier, Paris, Poitiers, Nantes et ailleurs, des étudiant·e·s, des jeunes précaires réquisitionnent des logements vides, ou occupent leur universités en solidarité avec nombre d'exilé·e·s jeté·e·s à la rue par les pouvoirs publics. À

Nantes, de nombreux·ses exilé·e·s, non pris·es en charge sont dehors, en plein hiver. Dès le mois de novembre dernier, l'école des Beaux-Arts de Nantes était réquisitionnée par un collectif pour faire de ce bâtiment vide et livide un lieu de vie et d'organisation pour les mineur·e·s isolé·e·s étranger·e·s, un centre social autogéré en plein cœur du Bouffay. En à peine vingt-quatre heures, la maire Johanna Rolland brisait cet élan et envoyait ses CRS. « Ils ferment un squat, on en ouvre quatre ». Action, réaction : tout le rez-de-jardin du bâtiment de la Censive (sur le campus Tertre) est investi pour reloger les exilé·e·s, trois jours après l'expulsion des Beaux-Arts. L'espace s'avère être rapidement bien trop exigu : le château du Tertre – situé sur le campus – est dès lors réquisitionné par les occupant·e·s de la Censive. S'en suivent trois mois de vie commune, de soutien et



d'échanges entre étudiant·e·s et exilé·e·s, avant l'expulsion pilotée par le président de l'université Olivier Laboux et la préfète Nicole Klein. « Ils ferment un squat, on en ouvre quatre ». Une journée suffit pour que soit investi un ancien EPHAD de six étages, à deux pas du luxueux Cours Cambronne où s'amassent les fortunes nantaises. La sélection n'est pas que le terme d'une loi nauséabonde sur l'université française : c'est un principe qui dirige ce monde. Les frontières sélectionnent, les employeurs sélectionnent, les proprios sélectionnent, les flics sélectionnent, la justice sélectionne.

« Nantes bouillonne de toutes parts »

La lutte avec les exilé·e·s n'est que le reflet d'une effervescence toute particulière dans la nécropole de Ducs. Le Comité d'Action Nantais (CAN) est un espace de rencontre, d'appivoisement, et *in fine*, de décision entre différentes forces politiques nantaises : Unions Départementales, syndicalistes, autonomes, et inorganisé·e·s tentent de créer une force large, de dépasser les barrières et, conjointement, construisent certaines actions comme le Réseau de Ravitaillement des Luttes composé d'habitant·e·s de la ZAD, de paysan·ne·s et de travailleur·se·s en tout genre. Le Réseau de Ravitaillement alimente et aide à construire la grève en organisant des repas et des dons de produits paysans lors des occupations et des grèves sur tout le pays nantais. À la faculté, avec le Comité Autonome Universitaire Nantais (CAUN) c'est le politique qui a recommencé à émerger sur nos campus : cantine et infokiosque à prix libre pour tou·te·s les étudiant·e·s toutes les semaines, interventions pendant la Semaine de Résistance, lancement des occupations avec les exilé·e·s, participation au Réseau de Ravitaillement, solidarité avec les grévistes de Descours et Cabaub. Le CAUN sort de l'université pour mieux l'investir.

Sur l'organisation dans nos facs contre le désert politique

Les forces politiques ont déserté les campus. Les syndicats étudiants sont morts et rien n'est venu les remplacer avant que le CAUN n'émerge. Les revendications syndicalo-estudiantines ne parlent à personne, et il faut chercher le taux de vote des élections universitaires tout au fond des chiottes (10% et des poussières). Pourtant le désir d'agir ensemble, de se retrouver, de partager, n'a pas disparu : le mouvement contre la sélection le prouve. Se réapproprier la faculté, rendre visible l'existence d'un autre horizon politique semble être la préoccupation d'un nombre d'étudiants grandissant.

À Nantes, le campus a vu fleurir avec l'arrivée du printemps une myriade de comités « autonomes ». Cette autonomie n'est pas une posture, mais une pratique. Tous ces groupes sont nés spontanément. Dans chaque filière, les étudiant·e·s ont ressenti le besoin de s'auto-organiser contre le vieux monde. Ni téléguidage ni bureaucrates, c'est la nécessité qui a fait naître ces comités. Ainsi naissent Le C.H.A.T (Comité des Historien·ne·s Autonome du Tertre), le GAG (Groupe Autonome des Géographes), le C.A.P (Comité Autonome de Psycho), le D.A.B (Droit Autonome Bloqueurs) ou encore l'O.U.R.S (Organisation Universitaire des Révolté·e·s Scientifiques). Chaque comité se veut ouvert et rejoignable. Décloisonner le milieu militant pour permettre à tout un chacun de s'y exprimer est vital et urgent. Ni hiérarchie ni organigramme, ces groupes fonctionnent sur la confiance mutuelle et des principes d'horizontalité, se construisent par la confiance entre camarades de classe, tissent des liens avec les autres étudiant·e·s, les professeur·e·s, les chargé·e·s de TD, les doctorant·e·s, des personnels administratifs. Ce sont des lieux de discussion et d'échanges de pratiques, des forces de proposition et d'action, des espaces de vie et de lutte. Chaque comité a sa propre identité et définit lui-même ses moyens d'agir. Le choix de la multiplicité et de l'autonomie ne rime toutefois pas avec isolement : tous les groupes d'UFR se rencontrent régulièrement. Les parties doivent construire un tout, le singulier doit faire du commun, mais un commun multiple, un commun qui fait avec les différences.

À mesure que les comités émergent, les cortèges des manifestations se font de plus en plus denses. Les habituel-le-s étudiant-e-s militant-e-s qui rôdent et rongent la lutte s'effacent tandis que s'affirment tout un tas d'étudiant-e-s qui renouvellent les pratiques et investissent les espaces de mobilisation : quand dans les comités de mobilisation nous sommes à peine 50, nous sommes plus de 150 dans les comités d'UFR. Des autonomes, des communistes, des maoïstes, des anarchistes, des écolos, des insoumis.e.s, des je-ne-sais-pas-trop-mais-je-suis-deter, des je-m-en-fous-de-la-politique, des militant.e.s de l'Unef, des sceptiques, des révolutionnaires convaincus mais surtout des gens qui en ont gros.

En pratique, la solidarité s'organise aussi avec les lycéen.ne.s en lutte. Quand iels nous demandent des coups de main pour bloquer leur lycées, les comités se répartissent les établissements à bloquer. Le nombre permet de se diviser les tâches et d'être plus efficaces. Unité d'action et diversité politique, les mots sont des moyens et non une fin : voilà une définition. La posture radicale n'a pas lieu d'être. C'est la forme d'organisation qui doit être radicale : par l'action collective autonome entre étudiant-e-s déters et vénères plutôt qu'un vulgaire ya-ka-faut-que. L'activité dans l'audace et non la passivité de l'éloquence. Moins de poseurs, vive l'ardeur de l'autonomie désirante ! Sur la fac de Nantes nous osons lutter, nous osons vaincre malgré les multiples pressions que nous subissons de la part de la police, des fascistes, de la présidence de l'université, des directeurs et directrices d'UFR, et de certain-e-s anti-grévistes. En manifestation, des camarades des comités se retrouvent nassé-e-s, menacé-e-s par la BAC, fiché-e-s : les pouvoirs seraient-ils inquiets ?

Agir et s'organiser de la sorte, c'est permettre à tout-e étudiant-e de trouver sa place au sein d'un mouvement où la masse tend à anonymiser et marginaliser. Construire d'autres cadres ouvre un champ des possibles inatteignable dans le cadre posé par les sacro-saintes assemblées générales qui tendent parfois à lénifier et annihiler l'énergie et la détermination estudiantines. C'est par l'action, la pratique du terrain et l'occupation de l'espace qu'on peut rendre une lutte visible et réelle. À Nantes, deux amphithéâtres sont occupés : université populaire, ateliers créatifs, projections de films, et temps de partage sont dès lors devenus quotidiens sur le campus. Il est grand temps de sortir du carcan bureaucrate de la massification qui précéderait l'action : nous « massifions » par l'action et l'organisation collective. Et finalement, peu importe le nombre, c'est l'intensité et l'efficacité de la lutte qui compte.

Ce genre d'outils ouvre la voie vers une sortie de l'affinitaire au profit d'une lutte de proximité. Tout ne fait que commencer, et tout reste encore à faire. Si la structure influence largement le contenu des discours et des actions, la mise en place de ces différents comités ne règle pas tous les travers du militantisme. Les mecs y prennent encore une place préminente. « Nous ne devons en aucun cas nous reposer sur nos premiers succès. Rabattons notre suffisance, critiquons sans relâche nos propres défauts ». Nous devons prendre acte qu'aucun milieu n'échappe au système patriarcal et au sexisme ordinaire. Les difficultés que peuvent avoir les meufs à se faire une place, à prendre la parole et surtout à se faire entendre reste un problème majeur, ici aussi. Nous devons nous organiser en conséquence. Dans le cadre de l'université populaire, des réunions non?mixtes s'organisent pour permettre à toutes les femmes en lutte d'échanger sur leur ressentis, sur les stratégies à adopter pour prendre leur place et se donner les moyens d'agir.

Aussi, les professeur-e-s sont les grands absents. Pourtant, ielles n'existent que par la présence des étudiant-e-s. Les envolées lyriques dans les amphithéâtres, si plaisantes soient-elles, ne sont absolument pas suffisantes. Neutralité et objectivité qu'on nous dit ; nous répondons lâcheté et foutaises. Ils connaissent le poids de leur parole mais décident de rester silencieux. Si les étudiant-e-s et le personnel subissent de plein fouet les attaques sauvages du gouvernement, les mandarins resteront sur leurs trônes dorés à 3 000 balles. Soit, ils seront de l'autre côté de la barricade.

Notre génération, étudiante ou non, n'a jamais rien attendu de cette société mortifère et pourrie. Nous sommes révolté·e·s et la simple constatation du présent donne raison à cette révolte. Nous sommes légitimes. Il est saisissant de constater à quel point les médias sont incapables de reconnaître que celles et ceux qui se défendent contre la police, qui s'attaquent aux outils de cette société spectaculaire (vitrines RIP), ne sont qu'au final, des jeunes, précaires, pauvres, prolétaires, sans futur, sans avenir, au chômage, sans espoir. Nous n'avons rien à perdre, nous avons déjà tout perdu : droit du travail, droit au chômage, droit au logement, études pour tou·te·s, et retraites assurées se sont envolés pendant que surveillances, répressions, contrôles, et violences économiques et sociales ne cessent de nous enchaîner.

Nous vivons et vivrons dans état policier. De plus en plus rude, de plus en plus violent. La grève nous coûte cher, et pourtant, nous bloquons. On nous dit que la grève est minoritaire, mais il est rare dans l'histoire de voir une grève générale et massive. Ce n'est pas pour autant que nous devons exclure ce mode d'action sous couvert de minorité. Le luddisme et le sabotage ont toujours été pratiqués par une infime minorité d'ouvrier·e·s. Les moyens d'actions et les manières de lutter doivent être déterminées par celles et ceux qui luttent, et par personne d'autre. Une lutte n'a pas à être légitimée. Arrêtons de douter de nos manières de lutter. Nous n'avons aucunement besoin de conseils paternalistes. Nous n'avons pas de leçons de lutte à recevoir. Les moyens d'actions doivent être déterminés par les premier·e·s concerné·e·s.

NOUS SOMMES EN MARCHÉ POUR METTRE LE GOUVERNEMENT EN MARGE !

NOUS APPELONS TOUTES LES FACS DE FRANCE À PRENDRE ACTE DU FONCTIONNEMENT NANTAIS ET À S'ORGANISER EN CONSÉQUENCE CAR EN CENDRE, TOUT DEVIENT POSSIBLE.

Des membres de différents comités universitaires nantais

Perquisitions à Toulouse [MAJ 2 – 29/03 : Fin des GAV]

IAATA.info / mardi 27 mars 2018

Une enquête est en cours depuis octobre 2017 pour des faits s'étant déroulés autour de / ou à Limoges en septembre 2017.

Le matin du 27 mars 2018, les gendarmes limougeaux, bien assistés, ont effectué deux perquisitions dans deux lieux de vie à Toulouse, ayant entraîné deux mises en garde à vue.

Watch your back !

Mise à jour, mercredi 28 mars à 16h10 :

une perquisition a eu lieu à Limoges au même moment. Une personne en garde à vue.

Mise à jour 2, jeudi 29 mars à 01h53 :

Les deux personnes arrêtés mardi matin à Toulouse sont sortis de gav après 36h et 38h.

Pas de mise en examen.

La personne arrêté en même temps à Limoges est encore en gav.

This entry was posted in [Nique la justice](#) and tagged [Limoges](#), [Toulouse](#). Bookmark the [permalink](#).

Lille : Manif sauvage nocturne

[Article13](#) / mardi 27 mars 2018

Lundi soir, alors que se tenait une AG de 250 personnes à la faculté de Lille 2 dans le quartier de Lille Moulin, les fachos de génération identitaire ont décidé de faire un tour autour du campus. Il y a eu au moins une agression (MAJ à priori 3), les habitant.e.s du quartier ont immédiatement répondu et les ont fait fuir.

Face à eux, deux possibilités s'offraient aux étudiant.e.s. Rester dans l'amphi ou prendre la rue spontanément. C'est cette deuxième option qui a été retenue. **Plus de 150 personnes ont donc défilé de la faculté de droit à la gare, en passant par la place de la république.**

Aux cris de « Flics, Fachos, Hors de nos facs, on répondra chaque fois qu'on nous attaque », ou encore « Du Rail au Mirail, on bloque tout » en passant par « Lille 2, première fac de droit révolutionnaire » (sic) ainsi que « Cheminots en colère, sabotez les caténaires » en arrivant sur la gare.

Rendez-vous le 28 & 29, 14 heures, place de la république contre les violences fascistes et les interventions policières au sein des campus universitaires, à Lille et ailleurs.

Reformulé du facebook de Lille insurgée

This entry was posted in [Antifa](#) and tagged [Génération identitaire](#), [Lille](#), [Nord](#), [Parcoursup](#). Bookmark the [permalink](#).

La fin ou le début d'un mouvement ?

La fin ou le début d'un mouvement ?

Il ne s'agit pas ici de distribuer des bons et mauvais points, de désigner des "responsables", des "coupables" ou des "traîtres", d'autres s'en chargeront, s'en chargent déjà. Et une fois cela fait, toutes les rancœurs et les règlements de comptes déversés, chacun-e sera le responsable, le coupable et le traître de l'autre : le réformiste ou "bourgeois, le "radical" et l'"anar"...

Tout le monde, sauf les autorités, état et département, qui cherchent depuis la décision d'abandon du projet, à réinstaurer leur "légalité", à savoir l'accaparement des terres au profit de la FNSEA, ce qui revient à détruire le bocage aussi sûrement qu'un aéroport de Vinci, et à faire disparaître toute trace d'autres organisations économiques et sociales possibles.

Il ne s'agit pas non plus d'afficher ici une "neutralité" qui renverrait tout le monde dos à dos. J'ai toujours considéré la lutte de Notre Dame des Landes comme dépassant largement la question de la construction d'un aéroport et donc une lutte qui ne s'arrête pas avec la décision d'abandon. Celle-ci change la nature du combat, pas sa fin. Un chapitre est clos, et qu'importe si pour certain-es il s'agit d'une "victoire citoyenne". Laissons-les à leur autosatisfaction et réjouissons-nous que les lignes soient à nouveau claires. Mais n'a-t'il pas toujours été évident qu'il y avait ceux contre un aéroport et ceux contre "Vinci ET son monde" ?

La question est maintenant de savoir comment aborder le second chapitre, celui de la construction.

Je ne suis plus tout jeune. J'ai traversé quelques décennies de désert. La lutte de NDDL m'est apparue comme une oasis, avec tout ce qu'elle comportait de potentialités. Mais je n'ai nulle envie de parler en ancien combattant, d'autant que j'ai abandonné tout discours idéologique et programmatique dès les années 70.

Une lutte n'est rien d'autre qu'un ensemble de subjectivités qui s'assemblent et s'affrontent selon les moments. Des grands moments de solidarité et des coups de gueule (et parfois de poings). Des moments d'euphories et

d'autres de découragements. Des idées et des initiatives géniales et des conneries. Des puristes et des théoriciennes vous la présenteront autrement, mais elles sont assis dans leur canapé. Mais ceux qui ont participé d'une manière ou d'une autre savent tout cela. Alors il nous faut faire avec. Les ami-es qui font des conneries restent mes ami-es parce que les seul-es qui n'en font pas sont les mêmes assis dans leur canapé. (Elles ne les font pas et se contentent de les dire)

Ce n'est pas nouveau. Il y a toujours eu, paradoxalement, dans toute lutte un phénomène d'autodestruction, le même qui menace aujourd'hui la "zad". Parce que nos défaites sont souvent plus imputables à nous mêmes qu'à nos adversaires. Peut-être qu'à force de perdre, nous n'avons pas appris à gagner. Peut-être parce que notre seule essence est la lutte, celle à laquelle on nous oblige et que nous ne savons évoluer que dans ce seul environnement.

Le choix qui se présente est simple: transformer une petite victoire (l'abandon de l'aéroport) en une plus grande, qui en appellera d'autres, en d'autres temps, en d'autres lieux. Il y a tellement de solidarités et de réseaux à construire.... Ou rendre cette petite victoire amère et repartir vers des années de désert.

Il faut défendre la zad, oui, mais pas un simple territoire plus ou moins "libéré". C'est un ensemble d'idées, de projets d'avenir à concevoir, à expérimenter, de réalisations. C'est beaucoup plus difficile que de s'opposer physiquement aux "forces de l'ordre". Et je veux bien combattre encore, mais je veux savoir pourquoi.

Le Zoïle ne nous fera pas taire

"Tout son plaisir était de médire et son unique occupation de chercher des moyens de se faire haïr. Un homme sage lui demandait pourquoi il s'obstinait à dire du mal de tout le monde ; il répondit : Parce que je ne puis en faire. "

Début novembre, à Rennes, une personne connue pour avoir commis des agressions sexuelles à plusieurs reprises a été vue dans un cortège à la fin d'une manifestation par plusieurs d'entre nous. Nous avons alors décidé de réagir immédiatement pour le faire partir. En effet nous estimions que sa place n'était pas dans notre cortège. Alors que plusieurs se sont mises à crier pour informer les gens de ce qu'il se passait, d'autres lui ont dit de partir, et une lui a jeté une bouteille d'eau à la figure : autant dire qu'il existe autrement plus violent comme mode d'action.

Lors d'une manifestation contre la loi Macron XXL du 16 novembre dernier, l'une d'entre nous a revu cette même personne parmi les manifestant.e.s, à proximité immédiate du cortège de tête. Elle a alors décidé d'en avertir plusieurs d'entre nous, afin de discuter de ce qu'il fallait faire de sa présence dans le lieu collectif qu'est une manifestation. Quand elle a pointé du doigt l'agresseur-violeur, le Zoïle en chef s'est presque immédiatement interposé violemment, poussant les deux camarades alors que la police se préparait à charger le cortège et qu'une action était en cours. Celui-ci, accompagné de ses camarades, ne s'est pas contenté de nous pousser à plusieurs reprises, il s'est aussi fendu de hurlements déclamant haut et fort "c'est pas un violeur, c'était que des agressions sexuelles".

Nous apprenions le lendemain qu'il distribuait le jour même un article dans lequel il expliquait que vouloir nettoyer nos cortèges s'apparentait à "une vision réactionnaire du droit". Puis quelques jours plus tard, nous apprenions que nous avions agi avec beaucoup trop de violence pendant cette manifestation. Oublié, le Zoïle nous poussant au point de tomber par terre, oubliée, la violence de son discours. Nous avons donc affaire à une

organisation politique autour de la protection d'un agresseur-violeur, contre des militantes féministes. Le 22 mars, cette organisation refait surface sous la forme d'un service d'ordre consacré à la protection de l'agresseur-violeur. Malgré notre volonté de ne pas voir nos lieux de lutte investis par cette personne, celle-ci ne semble pas prendre en considération nos revendications féministes. Les arguments de ses chiens de garde ne sont pas renouvelés mais sont portés de manière toujours plus violente, rendant presque impossible notre accès à la personne qui était visée par notre action.

Suite aux événements et débats fumeux des derniers mois, il nous semblait approprié de répondre aux accusations qui nous ont été faites. Enfin, pas à nous bien sûr, puisque la stratégie consistant à nous invisibiliser a porté ses fruits. La critique a été commode, puisque le Zoïle préférait un groupe de mecs "violents et virilistes" à un groupe de meufs qui se sont organisées autour de cette question, ne nous laissant ainsi pas la possibilité de revendiquer notre action féministe. **Oui, nous revendiquons d'avoir voulu débarrasser nos cortèges d'un agresseur.** Lorsque l'on considère les réactions que nos actions ont suscitées, on peut affirmer qu'un relant de masculinisme imprègne nos manifs. Nous ne céderont pas, nous souhaitons visibiliser les violences sexuelles, et lutter contre l'invisibilisation de nos actions, faite sous couvert d'un féminisme miasmatique utilisé par des personnes qui s'en servent pour protéger un de leurs amis, monopolisant la pensée féministe rennaise.

La question n'est pas encore de virer tous les agresseurs de toutes les manifs. Mais quand on le sait, toutes et tous, on ne peut pas rester passives, ni laisser d'autres détourner des discours féministes sous des angles masculinistes, nous empêchant de développer et de mettre en pratique nos idées du militantisme féministe. Quelle serait alors notre perception de nos propres forces si nous laissions un agresseur-violeur se promener en manif, entouré de ses chiens de garde ? Si, même avec ses cerbères, nous nous révélons capables de décrasser nos cortèges, alors il sera peut être enfin possible de voir naître une réelle organisation féministe à Rennes.

En ce qui concerne les groupes qui ont été visés par des textes, écrits par celle.ux qui défendent le droit de présence de l'agresseur-violeur dans les cortèges et lieux militants collectifs : nous n'avons jamais agi en leurs noms. Et personne n'a jamais demandé une exclusion totale de l'agresseur-violeur de tous les milieux militants. Nous nous contenterons toujours de refuser sa présence dans les lieux collectifs (manifestations & AG) où nous sommes présentes.

Notre logique est conséquente aux observations déjà faites à de nombreuses reprises : **Lorsque des violences sexuelles sont commises dans un milieu militant ce sont généralement les femmes** (victimes ou non) **qui partent de ces milieux d'organisation**, et non les hommes qui en sont les auteurs. Celles qui ne veulent pas de sa présence sont confrontées à deux choix : être assez fortes pour le virer ou partir. En tant que féministes notre objectif est donc d'empêcher ce processus et de libérer l'espace, notre espace, celui d'autres femmes en lutte, de la présence des agresseurs-violeurs. Nous considérons que le fait de garder des agresseurs-violeurs dans notre milieu est une prise de position pour que les meufs le quittent, la solidarité féministe nous place place directement du côté de l'exclusion nécessaire de ces agresseurs-violeurs.

Il est observable que les agresseurs-violeurs dans les milieux militants sont dans des positions de pouvoir. Inutile de chercher très loin pour illustrer cela : à Rennes les 4 hommes mis en cause dans des histoires de violences sexuelles dernièrement ont pris énormément de place tant dans le milieu militant que dans l'espace médiatique en 2016. Ce sont par conséquent des personnes très au courant de toutes les problématiques qui se posent dans nos milieux, notamment en ce qui concerne le sexisme et la notion de consentement. Il semble ainsi évident que les histoires de repentir, de pénitence et d'éducation ne sont pas valables.

D'autant plus qu'ils se sont amplement servi de leur position de pouvoir et de leur couverture pseudo-féministe

pour approcher tranquillement leurs victimes. La critique à leur égard a toutes les raisons d'être plus sévère qu'envers des hommes qui ne seraient pas militants de longue date dans les milieux de gauche et d'ultra gauche. Que dire de personnes qui ont largement utilisé des argumentaires féministes dans leur militantisme pour arriver à cacher leurs objectifs finaux (ou leur nature profonde mais c peut-être trop moralisateur) ? Le loup revêt une peau d'agneau comme l'agresseur-violeur se protège grâce à son militantisme féministe. Les positions de pouvoir acquises de longue date par les agresseurs-violeurs combinées à leurs capacités argumentatives sur le féminisme, ainsi qu'à leur capacité à former des groupes soudés par des liens affectif plus ou moins forts (on remarque qu'ils se renforcent sous la pression de personnes extérieures à ces groupes) autour d'eux sont les raisons pour lesquels il est toujours plus difficile de les exclure des espaces de militantisme collectif.

Chaque homme est un agresseur-violeur potentiel mais la question n'est pas de virer toutes les personnes qui sont potentiellement quelque chose ; Il est pourtant nécessaire de réagir lorsque c'est un fait public. La déshumanisation des agresseurs est dangereuse, un agresseur sexuel-violeur n'est pas un "monstre" mais bien un homme, comme on en croise tous les jours, comme on en croise des centaines en manifestation, ce pourquoi il est nécessaire de réagir lorsque l'agresseur-violeur est connu et reconnu. De plus, parler d'un monstre serait individualiser un problème qui est en réalité systémique.

Dans la critique faite à notre action, il était souvent répété qu'en l'appelant "violeur", et qu'en voulant le virer, nous ne respectons pas la "parole de la victime".

Nous pensons que la lutte contre les agresseurs-violeurs ne doit pas être circonscrite à la seule parole de la victime, la nécessité de la dépasser est évidente. Se contenter de cette parole c'est individualiser le problème posé par les violences sexuelles. Les violences faites aux femmes (au sein du couple, au travail, et toutes les violences sexuelles en général) sont des violences sexistes fondées sur la domination masculine et les inégalités de pouvoir entre les hommes et les femmes. Elles sont un marqueur du contrôle social des femmes par les hommes. Le viol fait partie de ces violences sexistes. 91% de ses victimes sont des femmes quand 96% de ses auteurs sont des hommes. Cette forme de violence se produit dans tous les milieux sociaux, et dans 80% des cas les agresseurs sont des personnes connues des victimes. Ouvrir les milieux militants collectifs aux agresseurs-violeurs c'est fermer la porte à leurs victimes et toutes les autres, tout en maintenant le risque d'une nouvelle agression, quand bien même la victime et l'agresseur ne militeraient pas dans la même ville ou le même groupe politique : **nos luttes ne sont jamais circonscrites à des territoires ou à des secteurs, pourquoi cela serait-il le cas lorsque la problématique est féministe ?**

De notre avis **les violences sexuelles sont partie pleine du système patriarcal, sont systémiques, et sont donc à appréhender de manière politique et collective** : il n'est pas possible pour nous de concevoir une stratégie qui soit à la fois efficace politiquement et dans le même temps individualiste.

D'autre part, mettre entre les mains de la victime la totalité de la gestion du cas de son agresseur-violeur, c'est l'exposer à de potentielles représailles de la part de l'agresseur-violeur ou de son entourage en plus du poids psychologique que cela représente, mais aussi à d'éventuelles poursuites judiciaires pour diffamation. Justice qui, aux dernière nouvelles, semble être plus encline à pencher du côté du violeur.

Le viol est défini dans le code pénal comme « tout acte de pénétration de quelque nature que ce soit commis sur la personne d'autrui par violence, contrainte, menace ou surprise », mais nombreuses sont les organisations et militantes féministes/anti-sexistes qui considèrent que tout acte sexuel non consenti - pénétratif ou non - est un viol. En cas de désaccord avec cette affirmation il peut être nécessaire de se questionner sur la pertinence de

réduire le viol à la définition qui est posée par la justice et le système judiciaire français. Quelle est la légitimité de cette définition ? En cherchant la définition du mot "viol", on peut tomber sur d'autres : "rapport sexuel imposé à quelqu'un sans son consentement" ou "Acte par lequel une personne en force une autre à avoir des relations sexuelles avec elle, par violence". Utiliser la définition juridique est donc un choix. Quelle est la légitimité des personnes qui ont « fait la loi » de décider de ce qui est un viol ou non ? Surtout quand on sait le nombre de cas dans lesquels des personnes portant plainte pour viol avec pénétration se voient dire que la personne qui les a violées est innocente.

On peut discuter sémantique, mais **la frontière entre viol et agression n'est pas si limpide que ce qui a pu être dit, elle est même selon nous complètement nulle car elle n'est imposée que par une définition juridique** et nous refusons de faire le jeu de la justice, que nous considérons ennemie de notre lutte.

Nous appelons toutes les féministes en lutte à être solidaires de notre volonté d'exclure les agresseurs-voleurs de nos lieux d'organisation collectifs.

CANIF

Collectif Autonome de Ninjas Ignominieuses et Féministes (Définition non contractuelle)

Le refus de prélèvement ADN : Un délit perpétuel

Le procureur général fait immédiatement appel de la décision. Patrick est convoqué à la cour d'appel de Nîmes le 28 mai 2015, il est cette fois-là condamné à 1000 € d'amende pour le cannabis et à 2 mois de prison avec sursis pour le refus de prélèvement ADN. Il dépose un pourvoi en cassation, le 26 novembre 2015, sa demande d'aide juridictionnelle est rejetée, il dépose un recours contre cette décision, qui sera rejeté le 22 mars 2016. Ne pouvant payer un avocat en cassation, Patrick dépose un mémoire personnel le 27 avril 2016. Le 4 juin 2016, le conseiller rapporteur émet un avis défavorable, le pourvoi en cassation est définitivement rejeté le 5 octobre 2016, la condamnation en appel est donc validée.

Le 17 novembre 2017, Patrick est une nouvelle fois convoqué à la gendarmerie pour se soumettre au prélèvement ADN, il refuse encore. Le 14 décembre 2017, il reçoit un courrier lui ordonnant de payer son amende de 1000 € ainsi que 380 € de frais de justice. Le 25 janvier 2018, il est convoqué au tribunal en vue d'une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC). Après avoir consulté son avocat, il refuse la CRPC.

Le 5 avril 2018, il est convoqué pour une audience en correctionnelle au tribunal de Mende.

Le refus de prélèvement ADN : un délit perpétuel

Non content de condamner les gens pour refus de prélèvement, l'État s'arroge par la loi la possibilité de réclamer de nouveau l'ADN de la personne dans un délai d'un an après exécution de sa peine. Si elle refuse encore de se soumettre, cette personne s'expose aux mêmes poursuites judiciaires qu'auparavant, avec bien sûr l'aggravation pour récidive.

L'acharnement de l'État à remplir le Fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) par tous les moyens (près de 3 millions de personnes fichées à ce jour) est bien révélateur des enjeux réels de ce fichier : le contrôle des populations pauvres et/ou « déviantes », marginalisées par le rouleau compresseur de l'économie capitaliste.

Le FNAEG est relié, grâce au super-logiciel AJDRCDs (Application judiciaire dédiée à la révélation des crimes et délits en série), à l'ensemble des différents fichiers policiers et judiciaires (80 en 2011, dont 45 non légiférés) et à tous les fichiers d'administration publique ou privée (Pôle Emploi, CAF, MSA, Impôts, Sécurité sociale, Base Élèves, opérateurs téléphoniques, banques, etc.). Il participe ainsi à ce maillage, de plus en plus serré, d'informations collectées, grâce à la massification de l'électronique et d'internet (les réseaux sociaux sont également passés au crible).

Les différentes lois antiterroristes de ces dernières années renforcent cet arsenal de contrôle. La loi d'octobre 2017 sur la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme en est le dernier acte.

L'État exerce une surveillance incessante sur nos vies

Il s'agit de préserver les valeurs essentielles qui fondent et entretiennent les inégalités sociales : respect de l'autorité, propriété privée, travail, morale bourgeoise. Son rôle n'est autre que de défendre la classe des possédants, ses intérêts et ses valeurs.

Ce ne sont pas les dérives d'un système qui glisserait vers un autre (fasciste ou totalitaire), c'est l'État démocratique qui adapte sa gestion de la population aux impératifs économiques, et développe des technologies de contrôle de plus en plus totalisantes qui, à leur tour, deviennent des marchés juteux.

Aujourd'hui, beaucoup sont écrasés et n'arrivent pas à relever la tête sous le poids de la machine judiciaire, chacun essaie de gérer son affaire au mieux tant que c'est possible. La frénésie législative de cette dernière décennie, en augmentant le nombre de crimes et délits, a logiquement augmenté le nombre de prévenus à la barre des tribunaux.

Actuellement, de plus en plus de gens résistent, refusent le fichage et font appel, parfois avec succès, à la Cour européenne des droits de l'homme (affaire Ayçaguer).

Le refus d'être enregistré dans le FNAEG est un acte d'insubordination et de protection face à la logique du fichage génétique.

Luttons pied à pied, collectivement, pour faire reculer cette loi liberticide. Des solidarités sont à construire et à multiplier pour sortir de l'isolement et du cloisonnement dans lesquels le système cherche à nous maintenir.

Lutter sur le seul terrain juridique ne suffit pas, des rapports de force sont à construire, en multipliant les mobilisations, en faisant circuler l'information, en organisant ensemble la résistance.

Ne nous laissons plus faire ! Rassemblement de soutien le 5 avril à 14h devant le tribunal de Mende

Les procès à répétition coûtent cher, les soutiens financiers sont aussi les bienvenus.

Contact : [carapace30\(at\)riseup.net](mailto:carapace30@riseup.net)

[Repris d'[Exploités Énergés](#) (Alès et environs).]

Castres (Tarn) : Communiqué d'action anonyme

reçu par mail / mercredi 28 mars 2018

Dans la nuit du 26 au 27 Mars 2018, 6 rétroviseurs ainsi que des feux arrières de voitures de la Police Municipale de Castres ont été brisés à l'aide d'un marteau afin de compliquer le travail des flicards passant leur journée à ratisser le centre ville (déjà blindés de caméras) expulsant immédiatement la moindre personne faisant « tâche » aux yeux du maire Bugis qui à un profond mépris pour les mendiant-e-s, les migrant-e-s et tout celles et ceux qui ne sont pas de sa classe sociale.

Face à la bourgeoisie et à sa milice, résistance et sabotage populaire !

Paris : Contre tous les pouvoirs

reçu par mail / mercredi 28 mars 2018

Rue des Ternes, Paris, nuit du 27 mars. Une voiture avec plaque diplomatique part en feu.

Nous nous opposons à tous les états et à tous les nationalismes, même « opprimés » parce qu'ils seront toujours prêt à devenir des oppresseurs à leur tour. L'agression turque (et djihadiste) contre Afrin est horrible, mais cela ne nous fera pas ranger derrière les bannières du nationalisme kurde (même sous couverture municipaliste libertaire). Au nationalisme, au collectif, à tous les partis (même imaginaires, informels ou classistes) nous opposons l'action directe individuelle ou en petits groupes.

Un pensée pour les anarchistes emprisonné.e.s par tous les états.

Solidarité avec les compagnon.ne.s sous procès en Italie pour l'opération scripta manent et les compagnon.ne.s des CCF en Grèce.

Une pensée pour Cristal et l'autre personne récemment envoyées en taule suite à l'expulsion du Bois Lejuc. Et nous n'oublies pas Krème : tiens bon, pote !

Les amis de...Ernestr Coeurderoy

Perquisitions à Ambert

   publié le mercredi 28 mars 2018 à 19:21 | . |

Ce matin 28 mars, à partir de 8h30, au moins trois lieux d'habitation dont une maison occupée ont été perquisitionnés dans le cadre d'une enquête menée par le parquet de Clermont qui porte sur des dégradations et/ou tentative de dégradations en bande organisée selon les informations qu'on a réussi à choper. Au moins une personne est partie en garde à vue à Clermont et une autre dont on n'a pas de nouvelles pour le moment. A cette heure ci (17h15), les flics sont toujours présents dans un des lieux. On n'a pas plus d'informations pour le moment.

Possible vague de perquisitions à Toulouse, Limoge et Ambert (63)

[MAJ]

Le matin du 27 mars 2018, les gendarmes limougeaux, bien assistés, ont effectué deux perquisitions dans deux lieux de vie à Toulouse, ayant entraîné deux mises en garde à vue.

Watch your back

Une perquisition a également eu lieu à Limoges au même moment. Une personne en garde à vue.

plusieurs perquisitions à ambert

Ce matin 28 mars, à partir de 8h30, au moins trois lieux d'habitation dont une maison occupée ont été perquisitionnés dans le cadre d'une enquête menée par le parquet de Clermont qui porte sur des dégradations et/ou tentative de dégradations en bande organisée selon les informations qu'on a réussi à choper. Au moins une personne est partie en garde à vue à Clermont et une autre dont on n'a pas de nouvelles pour le moment. A cette heure ci (17h15), les flics sont toujours présents dans un des lieux. On n'a pas plus d'informations pour le moment.

MAJ Perquisitions Ambert

Suite aux perquisitions qui ont eu lieu mercredi les deux personnes placées en garde à vue ont été mis en détention provisoire pour 4 mois renouvelables deux fois. Les charges portent sur des destructions en bande organisée. L'enquête est toujours en cours.

Différents objets ont été pris lors des perquisitions appartenant à différentes personnes ; carnets d'adresse, brosses à dent, documents avec adresse, lettres, enveloppes, divers papiers manuscrits, clefs usb, ordinateurs (liste non exhaustive).

Les deux personnes arrêtées mardi matin à Toulouse sont sorties de gav après 36h et 38h.

Pas de mise en examen.

La personne arrêté en même temps à Limoges est encore en gav.

La dernière personne a été mise en détention provisoire, l'instruction reste ouverte. Des membres de sa famille ont aussi été perquisitionné.e.s et auditionné.e.s à Amiens simultanément des autres persquiz.

[Communiqués publiés sur Indymedia Nantes ou Iata.]

[Nantes - 28 mars] le gouvernement tente de briser le mouvement étudiant

Il n'y a pas eu de manifestation étudiante mercredi 28 mars, à Nantes. Malgré un mouvement extrêmement dynamique, une Assemblée Générale réunissant plus de 800 personnes, une lutte qui prend de l'ampleur dans toute la France, le gouvernement semble bien décidé à écraser toute contestation à coups de matraque. Notamment en interdisant de fait toute expression de la jeunesse.

Avant même la manifestation nantaise, la quasi-totalité des moyens d'expression des étudiants avait déjà été confisquée par les forces de l'ordre : banderoles, pancartes en cartons, tracts, drapeaux. Volés par la police. Comme s'il s'agissait d'armes. De nombreuses personnes sont aussi contrôlées, fouillées, fichées, filmées, menacées, avant d'avoir pu atteindre le point de rendez-vous.

C'est finalement une foule hagarde, de plusieurs centaines de jeunes, qui se retrouve en début d'après-midi sur la Place du Bouffay, littéralement cernée par des centaines de policiers. On improvise alors une banderole de rechange, à la hâte sur un bout de drap. Cet unique moyen d'expression est à son tour arraché par une charge de policier cagoulés, après quelques dizaines de mètres de défilé. A Nantes, toute expression visible est interdite. Un commissaire en profite pour voler une poignée de tracts à un manifestant, et les jeter ostensiblement à la poubelle. Le défilé a donc lieu dans une nasse géante, qui emprisonne les manifestants, et les coupe du reste du monde. Une nasse mobile, suivie par trente fourgons bleus, gyrophares allumés. Ahurissant.

Le dispositif policier est digne de Poutine : un hélicoptère, et plus de 500 policiers pour un nombre de manifestants équivalent. Un homme armé par opposant. Combien a coûté un tel déploiement de forces ? Plusieurs dizaines de milliers d'euros, minimum. L'isolement est total, hermétique. Asphyxiant. Lorsqu'une répression aussi ridiculement disproportionnée est mise en place pour mater l'opposition dans un pays comme la Russie, les médias occidentaux se précipitent pour hurler à l'autoritarisme du régime. Et en France ? C'est devenu une situation normale. Et dans un silence assourdissant.

Constatant l'impossibilité de manifester dans cette ville, les centaines de jeunes nantais simplement venus crier leur solidarité avec les étudiants de Montpellier, et ceux des autres universités, se dispersent après une marche trop courte, et bien morne. La situation est extrêmement préoccupante : protester contre l'agression d'étudiants par un groupe fasciste est considéré comme une menace prioritaire par le gouvernement de Macron. Lutter pour ses droits expose à des dommages physiques. Et dans cet étai, un black out organisé par les médias passe sous silence les protestations. En somme, tout est fait pour invisibiliser et détruire la vague de colère qui monte en France.

Mais nous ne baisserons pas la tête. Rejoignez nous.

Feu sur Enedys

Société nucléarisée, déchets radioactifs dans l'air, l'eau et la terre. Société du contrôle, espions intelligents dans les maisons, tout connecté, mesuré, surveillé.

Envie de révolte, envie de destruction, envie de liberté. Dans la nuit du 25 au 26 mars, nous avons incendié un utilitaire Enedys pour linky, rue de Paris, à Montreuil.

Solidarité avec la lutte de Bure contre la poubelle nucléaire et son monde

des briquets intelligents

ZAD de NDDL : nous nous engageons contre toute expulsion

Depuis plusieurs semaines, nous sommes sous la menace d'expulsions, devenues imminentes à l'approche de la fin de la trêve hivernale.

Ces expulsions pourraient donc avoir lieu à partir de début avril et pendant les semaines qui suivent. Même si elles sont présentées comme « partielles », nous sommes et restons tout.te.s déterminé.e.s et uni.e.s, quelles que soient nos divergences sur d'autres points, pour empêcher leur exécution.

Pour cela, nous nous engageons et appelons à :

- défendre la ZAD, ce qui s'est construit et vécu ici, tous ses habitats et tou.te.s ses habitant.e.s ;
- rejoindre le rassemblement annoncé à 18h à Nantes devant la préfecture le jour où ces menaces se concrétisent ;
- reconstruire tout habitat détruit ;
- réagir par les moyens nécessaires (blocages, rassemblements, actions décentralisées, etc.)

Différents chantiers se dérouleront autour de cette période là. Pour plus d'infos voir le site zad.nadir.org et écouter Radio Klaxon sur place sur 107.7 ou sur radioklaxon.antirep.net.

Nous appelons donc toutes les personnes solidaires de la lutte contre l'aéroport et son monde et pour un avenir commun dans le bocage à venir nous rejoindre et/ou à nous soutenir par tous les moyens qui leur semblent appropriés.

L'ensemble des lieux et des occupant.es de la ZAD

Prise de position de la légal team sur les actions de milice.

Mardi 20 mars dernier, 5 personnes cagoulées, armées de battes de baseball et de gazeuses ont fait une incursion dans un squat sur la ZAD. Ils ont tabassé les personnes sur place pour embarquer une personne, mains et jambes ligotées, scotch sur les yeux et la bouche. Ils mettent la personne dans un coffre de voiture et repartent aussitôt. Plus loin ils la tabassent encore et lui cassent une jambe et un bras, pour finalement l'abandonner à coté d'un hôpital psychiatrique.

Son tort, c'est d'avoir voulu mener une action contre un projet de l'état qui ne colle pas avec la stratégie dominante dans le mouvement, c'est à dire celle d'inviter la préfète, les flics et les aménageurs sur la ZAD pour négocier avec eux.

On est bien au delà de la phase d'essayer de dire gentillemeent à certains groupes qu'ils vont trop loin, des remises en question, etc. Pour autant on trouve ça aussi craignos qu'il n'y ait quasi pas de prises de position après cette opération dégueulasse d'aspirants flics. Pour comparaison, quand des journalistes invité.es par l'ACIPA se sont pris un peu de compost, une boulangerie s'est mise en grève, les assemblées ont du déménager, l'internet d'un lieux a été coupé, etc...

Une partie du mouvement veut essayer de gagner des points auprès de l'état en faisant le travail des flics. Des offrandes dont ils croient qu'elles vont motiver l'état à donner des cadeaux à son tour. Cette opération montre que la répression d'où qu'elle vienne, revient grosso modo à la même chose :

On cherche à punir ceux qui dérangent. On cherche à menacer ceux qui pourraient vouloir le faire. On profite de l'impunité policière en faisant partie des groupes dominants, avec le plus de moyens et la meilleure organisation. On défend les intérêts de l'état et des citoyens privilégiés avec de la violence et des rapports de force.

Un nombre important de personnes peuvent être gênantes pour le pouvoir, par contre la répression est adaptée à la classe sociale. Les personnes trop connectées, trop bien vues, on ne va pas les mettre à l'hôpital pareil, juste des coups de pression, des insultes, du mépris, ... Par contre une personne plus vulnérable, on se permet. On

reproduit même l'aspect classiste de la répression d'état. En plus, on s'est permis de faire le procès de la victime le soir même dans l'assemblée du mouvement.

En déposant la personne devant un hôpital psychiatrique, on rajoute une touche de validisme. C'est bien la place pour les personnes qui dérangent. Qu'on expose une personne ainsi au risque de se faire placer en HP sous contrainte, par exemple si elle avait eu des antécédents psychiatriques, ils en ont forcément rien à foutre, voir ça les aurait arrangé.

Les forces réactionnaires dans toute leur splendeur. Ce qui est hallucinant, c'est qu'il y en a toujours qui prétendent que sur la ZAD on essaie de s'organiser sans faire recours à la police et la justice. Que ici on fait commune, que ici on est révolutionnaire.

Pour la légale team, cet acte représente ce contre quoi nous avons toujours lutté. On rappelle qu'un mouvement de lutte n'est pas à l'abri des rapports d'inégalités, les oppressions et leurs aspects mêmes les plus violents, et on vous invite à réfléchir et agir pour éviter dans d'autres luttes que certains prennent le dessus pour rétablir le pouvoir des classes dominantes, et du coup, de l'état.

- ▶ La légale team
- ▶ Copain des Bois

« Lettre de rupture au cishétéropatriarcat » par Les Méduses



Cher Cishétéropatriarcat, Entre nous ça n'a pas toujours été facile. Après m'être longtemps remis-*e en question, j'ai compris que le problème ce n'est pas moi, c'est toi.

Avant même ma naissance, tu m'avais déjà fiché-*e. À la maternité, tu m'as assigné-*e F ou M sur une carte dont tu as décrété qu'elle était d'identité.

Ensuite ça ne s'est pas arrangé...

À la maison, dans la rue, en famille, à l'école, dans les textes sacrés, dans les histoires qu'on me contait le soir, dans les vêtements qu'on me forçait à porter, chez le-la coiffeur-euse, dans les jouets que tu m'imposais... Tu m'as dressé-*e à vivre une enfance rose ou bleu, forcément cisgenre hétéro, tu m'as parqué-*e dans une binarité systémique et complémentaire, poupée ou camion, football ou tutu rose.

Tu m'intimais d'être silencieuse, docile, soumise, passive, douce, calme, studieuse, sérieuse, sensible, attentionnée ; ou viril, fort, casse cou, courageux, impassible, insensible, bagarreur, égocentré, possessif, macho. Dans la cour de récré, en classe, à table, tu m'a silencie-*e, invisibilisé-*e, tu m'as réparti-*e dans des espaces et des rôles inégaux et prédéfinis. Bref, tu m'as appris à être dominée ou dominant, et avant que je sache qui j'aimais t'avais déjà prévu mon mariage hétéro, combien de gamins je dois faire, déjà ? Un garçon et une fille c'est ça ?

Lorsque mes premiers poils sont arrivés, tu m'as demandé de les arracher ou des les exhiber, et c'était déjà la compot sur la taille de mes boobs ou de ma queue. De toute façon mon corps avait forcément tort. Tu m'as toujours culpabilisé*-e, tu m'as appris à humilier les autres pour ne pas l'être moi même, pour sauver ma peau.

Depuis que j'ai entamé le processus de réappropriation de mon corps, j'ai compris que les baisers forcés, les mains au cul, la culture du viol étaient une manifestation de ton emprise de merde, omniprésente dans nos sociétés. Nous te rendons en miettes ta masculinité toxique brisée, les cendres de l'Etat, la police, la justice, la médecine, la psychiatrie, les lambeaux du salariat, du capital et de l'Éducation Nationale, des institutions religieuses.... PS : Je garde le chat et les paillettes !

Tu es raciste, islamophobe, antisémite, sexiste, putophobe, grossophobe, transphobe, lesbophobe, homophobe, validiste, psychophobe, agiste. Allié au capitalisme, au consumérisme, au nationalisme, au colonialisme et au fascisme, tu nous montes les un*-es contre les autres en dressant des frontières terrestres, physiques et mentales, tu cherches à contrôler nos corps, nos mentalités, nos vies.

Entrecroisés, ces systèmes de domination produisent des oppresseur*-es privilégié*-es et des opprimé*-es : invisibilisé*-es dans l'espace public, des livres d'histoire jusqu'aux médias en passant par les arts, hypersexualisé*-es, exotisé*-es, exclu*es des assemblés, passé*es au crible du profilage racial et tué*-es par les représentant-e-s de l'État, massacré*es dans les colonies que l'Occident continue d'exploiter.

Je te quitte. Et je vais te détruire ! J'ai aujourd'hui les armes pour te comprendre, me défendre et te défier. Depuis que j'ai rejoint un gang (ne crois pas que tu peux y échapper, ce n'est pas le seul), je suis plus entraîné*-e, plus armé*-e et plus organisé*-e de jour en jour.

Être queer c'est choisir le camp de la révolution. Ce n'est pas seulement revendiquer son appartenance aux minorités de genre et sexuelles mais c'est aussi avoir un positionnement politique militant radical contre les systèmes croisés de domination raciste, capitaliste, classiste, cishétéropatriarcal et validiste. C'est réfléchir à ses privilèges et comment être allié*-es dans des luttes où l'on n'est pas les principaux*-ales concerné*-es. C'est déconstruire les évidences normatives pour faire de la place au champ des possibles, des nouvelles possibilités de se penser soi-même et collectivement, de songer à de nouvelles pratiques et formes de relations.

Queer n'est pas une étiquette de plus, vide de sens mais un point de ralliement pour nos expériences de désirs qu'on éprouve et des violences qu'on subit. Une zone stratégique à occuper, à reprendre même, un espace d'expérimentations et de bienveillance radicale. Espaces safe et/ou en non-mixité, régulation conscientisée des prises de paroles, langage non-discriminant, solidarité affective et matérielle ne sont pas un luxe ou des lubies mais une nécessité.

Fort*-es de nos expériences de Pink Bloc, d'une pride de nuit avec d'autres collectifs et de plusieurs présences et interventions dans divers espaces militants, nous multiplierons les actions directes et les surprises à mesure que notre banc de freaks se peuplera, jusqu'à ce que soit déclaré le chaos/KO du monde ici-bas.

Cher cishétéropatriarcat, régime de la Normalité, on t'enculera pas, la sodomie c'est entre ami*-es. Mais on te détruira.

Queerdialement

Les Méduses, collectif queerfeministe pour la destruction du cisheteropatriarcat, sur Lyon et les environs

PS : c'est en mixité choisie Queer Transpédégouines LGBTIA, si ça te plait pas casse toi.

Rage et paillettes tentaculaires

MAJ Perquisitions Ambert

   publié le samedi 31 mars 2018 à 02:21 | |

Suite aux perquisitions qui ont eu lieu mercredi les deux personnes placées en garde à vue ont été mis en détention provisoire pour 4 mois renouvelables deux fois. Les charges portent sur des destructions en bande organisée. L'enquête est toujours en cours.

Différents objets ont été pris lors des perquisitions appartenant à différentes personnes; carnets d'adresse, brosses à dent, documents avec adresse, lettres, enveloppes, divers papiers manuscrits, clefs usb, ordinateurs (liste non exhaustive).

Hommage à Beltrame : le sacrifice de l'un n'efface pas les crimes des autres



A propos de l'hommage national rendu au lieutenant-colonel Arnaud Beltrame, mort suite à la prise d'otage du 23 mars 2018.

Cérémonie aux Invalides, minute de silence dans les lycées, drapeaux en berne... La mort du gendarme Beltrame ne passera pas inaperçue. Du plus haut niveau de l'État jusque dans les colonnes d'un ancien quotidien maoïste, mais aussi dans le discours du chef de file de la gauche « radicale », on exalte le courage, le don de soi, le sacrifice... « *Le nom d'Arnaud Beltrame est devenu celui de l'héroïsme français* », déclare Emmanuel Macron. Dans *Libération*, on peut lire : « *S'offrir pour sauver autrui, renoncer à son intérêt personnel pour préserver l'intérêt collectif, faire don de soi pour protéger le bonheur et la liberté de tous : le colonel Beltrame est mort pour nous ici bas, nos libertés* ». Ce n'est plus un homme, c'est le Christ !

On prend une grande leçon de République et de la valeur de ses soldats. Cette même République qui exécute, enferme, et discrimine. Difficile d'oublier que Beltrame portait le même uniforme que les gendarmes entre les mains desquels Adama Traoré a perdu la vie. Ce sont les gendarmes, aussi, qui ont tué Angelo Garand. Les gendarmes, toujours, qui ont tué Rémi Fraisse. Les gendarmes, enfin, qui harcèlent les exilé-es aux frontières. Le sacrifice de l'un n'efface pas les crimes des autres. A travers Beltrame, l'État veut exalter la nation et ses agents armés, et faire taire les critiques internes. En cela, il est soutenu par les républicains de gauche comme Mélenchon et ses comparses, toujours prompts à s'enthousiasmer pour les hymnes militaires.

Crier « Mort aux vaches », un slogan pourtant répandu depuis plus d'un siècle dans les rangs des anti-autoritaires et ennemis de l'État, devient blasphématoire. Pour avoir déclaré « *A chaque fois qu'un gendarme se fait buter, (...) je pense à mon ami Rémi Fraisse... Là c'est un colonel, quel pied !* », un militant de la France Insoumise a été condamné en comparution immédiate à un an de prison avec sursis pour apologie du terrorisme.

On peut trouver dégueulasse de se réjouir de la mort d'un pandore, mais il n'est pas moins dégueulasse d'y voir un soutien quelconque à l'idéologie de celui qui l'a tué. L'unanimité est de rigueur, c'est la grande communion nationale. Fermez les rangs.

[Bure] Bilan de la répression un mois après l'expulsion

Depuis l'expulsion de la forêt, le 22 février dernier, une répression sans pareille s'abat sur les militants anti-Cigeo. Ce jour-là l'État s'est senti obligé de nous montrer son vrai visage en mobilisant plusieurs centaines de flics pour à tour de rôle venir jouer à la reconstitution de la campagne française sous occupation militaire. Tout l'arsenal punitif s'est actionné : surveillance, condamnations judiciaires, emprisonnement, coups et blessures, intimidations, peur...

Aucun mot ne peut expliquer le bouillonnement d'émotion que nous ressentons, ce bilan restera le plus factuel possible.

Les informations sont incomplètes, nous savons combien de nos ami.es sont en prison mais nous n'avons pas connaissance ou nous n'avons pas enregistré de nombreux actes répressifs de la part de la police. Ces chiffres doivent donc être vus à la hausse, particulièrement sur le nombre de vérifications d'identités.

Du 22 février au 19 mars :

Plusieurs dizaines de contrôles routiers + fouilles du véhicule

1 nuit au commissariat en cellule de dégrisement et une amende pour visage masquée et ivresse sur la voie publique (personne arrêtée à 20 m de la maison)

73 vérifications d'identité, la plupart ayant duré 4 heures.

25 gardes à vues :

- 8 gav de 24 heures
- 17 gav de 48 heures
- 5 comparutions immédiates
- 2 détentions provisoires

Interdictions administratives :

- 1 interdiction de Meuse et Haute-Marne
- 1 interdiction de Meuse et Haute-Marne + pointage deux fois par semaine dans l'attente du procès
- 6 interdictions de Meuse + pointage au comico toutes les 2 semaines dans l'attente de procès
- 1 interdiction de Mandres-en-Barrois

Peines des procès passés pour des faits ayant eu lieu à partir du 22 février :

- 3 mois de prison ferme avec mandat de dépôt (1 mois déjà fait en détention provisoire) + 5 mois de prison avec sursis et 18 mois d'obligation de travailler, d'interdiction de territoire de la Meuse et de la Haute-Marne (alors qu'il avait un hébergement à Bure).
- 3 mois de prison ferme avec mandat de dépôt
- 4 mois de prison avec sursis après 1 mois de provisoire
- 3 mois de prison avec sursis + 1 an d'interdiction de Meuse et Haute-Marne

Jeudi 8 mars, un camarade arrêté à Bure il y a quatre mois, écoppe de 8 mois fermes supplémentaires (après avoir déjà passé 4 mois en prison pour une autre affaire) + 4 mois de prison avec sursis + 2 ans de mise à l'épreuve avec obligation de suivi psychologique et obligation de suivre une formation ou d'avoir un emploi

Procès à venir pour des faits ayant eu lieu à partir du 22 février :

- 3 avril 2018 : 1 personne en procès au TGI de Bar le Duc à 15h (procédure de comparution immédiate avec demande de délai). Le procureur avait demandé sa mise en provisoire jusqu'à son procès, la juge lui a mis un contrôle judiciaire (pointe 2 fois par semaine dans le commissariat de son lieu d'hébergement) avec interdiction de territoire de la Meuse et de la Haute-Marne.
- 27 avril 2018: une personne en procès au TGI de Bar le Duc. Un peu moins de 24h de garde à vue. Procès pour refus de se disperser après sommation, participation à une manif interdite. Procureur en charge : Olivier Glady.
- 23 mai 2018 : 12 personnes en procès :
 - Procès de 6 personnes arrêtées à la manif du 4 mars. 48h de garde à vue. Procès pour participation à un attroupement après sommations avec visage dissimulé, certaines personnes pour refus de signalétique et d'adn. Procureur en charge : Olivier Glady.
 - Procès de 6 autres personnes arrêtées à la balade en forêt le 14 mars. 48h de garde à vue. Procès pour participation à un attroupement en vue de la préparation de violences volontaires contre les personnes ou de destruction ou dégradation de bien (et beaucoup de phrasées de décoration). Procureur en charge : Olivier Glady.
- 12 juin 2018: 3 personnes en procès au TGI de Bar le Duc pour outrage (suite à l'expulsion du bois lejuc)

Arrêtés préfectoraux :

De nombreux bouts de papier remplis de pouvoir tous plus époustouflants les uns que les autres sont apparus sur le site de la préfecture jours après jours.

- Du 22 février au 26 février : arrêté préfectoral d'interdiction de circulation des piétons et automobilistes sur divers chemins autour du Bois Lejuc
- Les 2,3,4,5 mars : arrêté préfectoral d'interdiction de manifestation, interdiction de circulation en véhicule et de stationnement sur les communes de Bure et Mandres, interdiction de survol
- Du 22 février au 22 mars : interdiction de transports de matériaux combustibles et pyrotechniques, interdiction de transports de matériaux de constructions : bois, paille...

Si on additionne, suite aux arrestations de ces 30 derniers jours, cela donne 1300 heures de mise en cellule (gardes à vue + vérifications d'identité), 18 mois de prisons distribué et 17 procès ces deux prochains mois.

À cela nous rajouterons :

- Les menaces de procès et de perquisitions aux voisin.es qui soutiennent la lutte
- L'instruction en cours qui n'a encore mis personne en charge et mettra d'ici quelques mois / années des personnes à charge. Pour info: mettre une personne à charge leur oblige à ouvrir l'accès au dossier d'instruction, c'est une stratégie de nous laisser dans le flou au sujet du contenu (ou du vide) de ce dossier. En attendant ça leur donne plus de pouvoir pour réouvrir d'anciens dossiers ou pour lancer des perquisitions quand

ils le souhaitent par exemple.

– Et tous les anonymes qu'on ne connaît pas directement mais qui subissent le harcèlement policier/judiciaire de la Meuse sous occupation étatique. (amendes, procès divers). Un exemple sur [le site de l'Est-Républicain](#).

Soutien et solidarité avec la lutte étudiante et lycéenne !

Le communiqué d'un collectif aixois et marseillais autonome qui a hissé sur un point de passage autoroutier à Marseille une banderole de soutien aux facs et lycées en lutte et contre la répression fasciste et policière :

Solidarité avec les étudiant-e-s et lycéen-ne-s en lutte !

En modeste soutien à la lutte étudiante partout en France, que nous ne saurions tarder à rejoindre avec plus de vigueur, les camarades de Aix-Marseille ont hissé une banderole sur un point de passage autoroutier à Marseille : Face à la répression, l'insurrection !

Suite aux violences policières et aux agressions fascistes subies par les compagnon-ne-s en lutte à Montpellier, Lille, Strasbourg, Caen, Nantes et ailleurs – agressions souvent indissociables, la police protégeant les fascistes – les camarades de Aix-Marseille ont décidé d'afficher un soutien total avec ceux qui se battent et agissent contre le « plan étudiant », la loi ORE et contre les logiques de ce système autoritaire et capitaliste véritable machine à broyer les rêves, le futur et les vies humaines d'une jeunesse bien décidée à se réapproprié ce qui lui appartient : tout ! Tout ou rien ! L'amour ou rien ! Voilà nos revendications.

La lutte étudiante vise l'autodétermination, la liberté et une vie meilleure sans verticalité. Sur cette route pavée d'espérances, les fascistes, l'État et sa police constituent un obstacle. Un obstacle qui n'est pas insurmontable. Le vieux monde résiste : son emploi de la violence via des milices fascistes et son armée de robocops-CRS démontre sa décadence et sa fin prochaine. Le capitalisme se meurt, aidons-le !

En parallèle, il est essentiel de développer des mouvements anti-autoritaires, autonomes et des modes de vies substitutifs pour lutter partout contre toutes les formes de répressions : la police, le fascisme, l'ordre nauséabond et absurde du capitalisme.

Les facs occupées sont d'une inestimable richesse pour des perspectives et des pratiques autogestionnaires et libertaires qu'il nous est important de soutenir et d'encourager. Fac autogérée pour tous et toutes ! La lutte étudiante est anti-fascisante !

Face à la libéralisation des services publics, de toute la société jusqu'à l'individu lui-même, nous ne demandons pas un statu quo. On ne négocie pas avec le capitalisme. Encore moins avec le fascisme ! Nous luttons pour détruire toutes les frontières qui empêchent la libre vie des êtres humains et érodent d'authentiques liens sociaux d'entraide et de solidarité : l'État, le capitalisme, l'élitisme, le racisme, le sexisme...

Face à la progression de l'extrême-droite qui s'implante à Chambéry, Marseille, Aix-en-Provence etc. nous ne demandons pas des peines de prisons et des procès-spectacles vides de sens. Formons des réseaux de complicités antifascistes et radicaux ! Fachos, hors de nos facs ! Hors de nos villes ! Hors de nos vies ! Hors de la galaxie !

Face à la répression disproportionnée et aveugle de la police – institution qui restera à jamais synonyme

d'oppression – peu importe la couleur de l'uniforme : notre insurrection et notre ingouvernabilité seront leurs maux de désordre.

Les vnr-deter de Aix-Marseille

On ne se laissera pas Limoger

sur écoute

6h00 du mat', le 27 mars 2018, les gendarmes débarquent dans deux maisons toulousaines. Il y a là différentes unités : entre autres, les sections de recherche de Toulouse et de Limoges, ainsi que leurs PSIG associés (pelotons de sécurité et d'intervention de la gendarmerie). Ce qui va être pris au long de cette longue matinée, c'est du matos informatique, des carnets, de l'argent, des téléphones, mais aussi des caleçons et des taies d'oreiller, pour l'ADN. Surtout, deux personnes sont embarquées. Après un passage éclair à la gendarmerie de Balma, départ pour Limoges, où les personnes sont présentées à la juge d'instruction. Celle-ci leur signifie que leur garde à vue est reconduite jusqu'au lendemain. Chaque personne sera retenue dans une gendarmerie différente, à quelques kilomètres de Limoges. Dans le même temps, une personne de Limoges subit sensiblement le même scénario.

Il est annoncé aux personnes de Toulouse qu'elles sont retenues dans le cadre d'une enquête pour association de malfaiteurs en vue de commettre un crime et des dégradations en relation à des faits ayant eu lieu dans la nuit du 18 au 19 septembre 2017 à Limoges. Elles resteront 36 et 38 heures en garde à vue, auditionnées longuement sur leurs positionnements politiques et leurs fréquentations. Ces deux personnes sortiront sans mise en examen. Néanmoins, la personne de Limoges reste en GAV. Nous savons que d'autres perquisitions et arrestations ont eu lieu le mercredi matin à Ambert, et que les personnes ont été placées en détention provisoire pour 4 mois renouvelables deux fois. On ne peut affirmer un quelconque lien entre ces événements à l'heure actuelle.

Au vu de ce qui a été dit, on peut supposer qu'il y eu des écoutes et des filatures depuis plusieurs mois, dans le cadre d'une instruction, suivie d'une commission rogatoire, ouverte le 20 octobre 2017 et renouvelée le 13 décembre 2017 (13.12...). Gageons que cette surveillance ne concerne ni les seules personnes auditionnées, ni ces seules villes.

Derrière l'appellation floue d'association de malfaiteur-riche-s, il apparaît que l'Etat cherche à criminaliser des liens entre des gens, des lieux fréquentés, des modes d'organisation, idées politiques et pratiques. C'est là un éventail large qui peut être constitué en faisceau de suspicion : manger dans un squat, utiliser des listes mails sécurisées, participer à des actions, organiser des rencontres, faire du sport ensemble, communiquer, se déplacer. Et même faire des pâtes au fromage.

Il est important de préciser nos solidarités, et de continuer à lutter, à tenir pour déjouer les stratégies judiciaires.

Toutes malfaiteurs,

Adhérons à l'association!

grece

[#Korydallos: Protest in solidarity with the hunger strike of imprisoned university student Vasilis Dimakis](#)

Announcement co-signed by prisoners in Korydallos

We, as prisoners in Korydallos prison, state our undivided support toward our fellow prisoner, university student and hunger striker Vasilis Dimakis, who went on a hunger strike on the 14th of March 2018 and has already lost 12% of his body weight, in the struggle to reverse his unlawful exception from the institution of monitored educational furloughs, when other prisoners who had the right to educational furloughs received them when they appealed for them.

We consider the decision taken by the Disciplinary Council of Korydallos to be unjustified and a threat against everyone's rights.

We ask for the law to be adhered for everyone, without any exception regarding the educational rights of everyone and the few human rights we have left.

Refusing to sign an educational furlough, is a very loud message saying that any effort to improve conditions of detention in prison are pointless and it's not even worth the effort to try. So, as a gesture of protest and solidarity, we are keeping the prison yard open during midday, until the Court of Sentencing which examines the appeal of the hunger striking student on the third of April, gives the message that our human rights are respected not only in theory but in practice too.

Solidarity is our defense!

Prisoners in Korydallos Prison (Wards A, B, C, D and E)

russie

[Why the Torture Cases of Anarchists in Russia Matter](#)

The post [Why the Torture Cases of Anarchists in Russia Matter](#) appeared first on [It's Going Down](#).

This report and analysis from CrimethInc. of State repression against anarchists and antifascists in Russia details what is happening, why it matters, and how we can help those facing State brutality.

Grisly news keeps coming in from Russia about the activities of the Russian Federal Security Service—the FSB, which is descended from the KGB. In [account](#) after [account](#), anarchists and anti-fascists describe how the

FSB [kidnapped](#) them, planted weapons in their cars, and [used torture](#) to force them to sign false confessions admitting to participating in an obviously invented terror network.

Why should we care about the Russian torture cases, specifically? At first, it may strike people in the US and Western Europe as yet another abstract tragedy, just one more call for international solidarity with unfortunates in a faraway land. But the stakes here are much more significant. What is taking place in Russia is a nightmare scenario that could recur closer and closer to us if we don't take it seriously.

For decades now, the security agencies of many different countries have repeatedly attempted to fabricate national and international "terrorist conspiracies" in order to frame anarchists. To date, all of these efforts have been embarrassing failures. Now, the Russian secret police have introduced an innovation: by kidnapping anarchists without warning, planting weapons in their cars, and torturing them until they agree to sign forged "confessions," they hope to finally make charges of participating in a "terrorism network" stick. If they succeed, we can expect to see other police agencies across the world emulate their tactics.

In the following analysis, we will review the history of this model of repression, explore the details of the Russian torture cases, and outline how we can respond. [The Appendix](#) lists the details of the arrests and torture in chronological order and provides [corroborating evidence](#) of the reports herein.

We've also prepared posters expressing solidarity with those targeted in this wave of repression. Please print them out and paste them up to draw attention to this case.

Then the man in gloves cranked the dynamo. The current flowed to my knees. My calf muscles contracted, and I was seized by paralytic pain. I screamed. My back and head convulsed against the wall. They put a jacket between my naked body and the stone wall. This went on for about ten seconds, but when it was happening, it felt like an eternity to me.

One of them spoke to me.

"I don't know the word 'no.' I don't remember it. You should forget it. You got me?" he said literally.

"Yes," I replied.

"That's the right answer. Attaboy, Dimochka," he said.

The gauze was stuck in my mouth again, and I was shocked four times, three seconds each time. [...] Then I was tossed onto the floor. Since one of my legs was tied to the foot of the bench, when I fell, I seriously banged up my knees, which bled profusely. My shorts were pulled off. I was lying on my stomach. They tried to attach the wires to my genitals. I screamed and asked them to stop brutalizing me.

"You're the leader," they repeated.

"Yes, I'm the leader," I said to make them stop torturing me.

"You planned terrorist attacks."

"Yes, we planned terrorist attacks," I would reply.

One of the men who measured my pulse put his balaclava on me so I would not see them. At one point, I lost consciousness for awhile. [...] After they left, a Federal Penitentiary Service officer entered the room and told me to get dressed. He took me back to my solitary confinement cell.

The next day, October 20, 2018, I broke the tank on the toilet and used the shards to slash my arms at the wrists and elbows, and my neck in order to stop the torture. There was a lot of blood from the cuts on my clothes and the floor, and I collapsed onto the floor. They probably saw what I did via the CCTV camera installed in the cell. Prison staffers entered my cell and gave me first aid. Then the prison's psychologist, Vera Vladimirovna, paid me a visit.

—From the [transcript of attorney Oleg Zaitsev's interview with arrestee Dmitry Pchelintsev](#) about his experience of torture in FSB custody

Wounds inflicted on Ilya Kapustin by torture with electrical shock.

A Brief Summary of the Cases: Lies, Forgery, and Torture

The story begins in Penza in October 2017, when [the FSB arrested six anti-fascists who sometimes played airsoft](#). According to the FSB, all the detainees were members of the unimaginatively titled organization “Set” (“Network”) and were planning to use bombs to “destabilize the political climate in the country” during the presidential elections and the FIFA World Cup. They alleged that the network's cells were operating in Moscow, St. Petersburg, Penza, and Belarus.

FSB officers planted weapons and explosives in the vehicles of some arrestees and tortured them in the pre-trial detention center, beating them, hanging them upside down, connecting electrodes to their bodies with which they electrocuted them, and threatening them with even worse. Using these methods, the officers forced the arrestees to agree to validate forged testimony professing that they are part of the alleged terrorist “Network.” At the end of January 2018, two more antifascists were arrested in St. Petersburg. They were also beaten, tortured by means of electrical shock, and forced to agree that they too were members of the invented “Network.”

As of now, seven anti-fascists are behind bars and another is under house arrest, facing up to a decade in prison.

Solidarity demonstration in Berlin on March 18 coinciding with the Russian presidential elections.

After news spread about the arrests and torture, activists organized [solidarity actions](#) in Russia and elsewhere around the world. The Russian state responded with additional crackdowns. In Moscow, officials detained participants in solidarity actions and pressed criminal charges against them. Anti-fascists from Chelyabinsk [were detained, tortured with electric shocks, and now face charges](#) as well.

On March 21, [the FSB admitted](#) to inflicting electrical shocks on at least one of the arrestees. Members of the public supervisory commission of St. Petersburg had visited defendant Viktor Filinkova a few days his arrest and recorded dozens of marks from electrical torture on his body. The FSB [acknowledges that officers inflicted these injuries on Filinkova via electrical shock attacks](#), but maintain that this was necessary “to prevent him from escaping.”

The [appendix](#), below, includes a chronological list of the arrestees, including excerpts from their accounts and accounts from lawyers.

Arrestee Victor Filinkov.

Previous Precedents in Europe and the US

One of the first contemporary attempts to fabricate a far-reaching criminal conspiracy in order to frame anarchists took place in Italy in the mid-1990s, in what became known as the Marini trial. As one of the birthplaces of the original anarchist movement, Italy has always been ahead of the curve when it comes to strategies of repression. It's worth quoting at length from the [analysis of the Marini trial](#) that anarchists published at the time, as it offered an ominous portent of everything that has followed in the years since:

“With the so-called Marini trial, they have taken a more sophisticated approach. They have invented a fictional criminal anarchist organization with two tiers: the larger aboveground tier consisting of publications, presses, occupied centers and so on; and the clandestine portion, the armed gang. Using this fictional construction, state prosecutor Antonio Marini charged dozens of anarchists with “subversive association” and “armed gang” (and a few with crimes related to actual events). The only evidence for the “subversive association” and “armed gang” charges are the letters, periodicals, e-mails, conversations, and visits among those charged.

“Because these charges (particularly that of “subversive association”) are, in fact, not very defined, they give the state a sword to go on holding over anarchists’ heads. If one trial fails, new investigations can be opened, and the Italian authorities keep on opening investigations involving raids, searches, bugging, harassment—all the usual police tactics. Even if the number of convictions that these charges succeed in bringing about is low, this process can easily lead comrades to focusing their energy on self-defense rather than attack against the social order. When this occurs, the strategy of the state has been successful.”

In 2008 and 2009, police carried out raids with the intention of establishing the existence of nationwide anarchist terror networks in France (the [“Tarnac 9” case](#)) and the [United States](#). Neither of these efforts ultimately succeeded.

In an article we published in 2010, [“The Age of Conspiracy Charges,”](#) we reviewed over a dozen high-profile political conspiracy cases initiated in the US between 2004 and 2010 targeting anarchists and their associates. Several of these efforts sent people to prison for years or decades, but none of them succeeded in demonstrating any evidence of worldwide or nationwide terror networks.

After the high-water mark of popular struggles in 2011, police around Europe counterattacked with another wave of attempts to invent anarchist terror networks. In late 2014 and early 2015, police in Spain and Catalunya carried out Operations Pandora and Piñata, arresting dozens of anarchists and charging many of them with being part of a terrorist group—on the basis of evidence such as their having co-published a book entitled [Against Democracy](#). By the beginning of 2018, this attempt, too, [had proved to be a dismal failure](#). An important factor in the defeat of this wave of repression was the [broad support](#) the defendants received throughout the Iberian peninsula, including a solidarity campaign on the theme #YoTambienSoyAnarquista (“I too am an anarchist”).

Police in Czech Republic imitated the Spanish example, initiating their own [Operation Fenix](#) in April 2015. This [also did not turn out well for the authorities](#), with the trial ending with all defendants acquitted and the state scrambling to invent new justifications to continue harassing its targets. Thanks to strenuous solidarity efforts and the laziness, incompetence, and stupidity of the police, the authorities failed to convince even their own reactionary legal officials that these fake terror networks existed.

For more background on repression throughout Europe during this period, read “[On Repression Patterns in Europe](#),” which offers a critical overview of repression and solidarity in six countries.

Seeking to improve on all these failures, in 2017, the Russian security services introduced an innovation: using horrific methods of torture, they set out to terrorize arrestees into signing statements proclaiming their guilt themselves. Thus far, they have succeeded in forcing a half dozen people to acknowledge membership in a far-fetched “terror network” that had not actually carried out any actions.

Arrestee Igor Shishkin.

Why the Russian Model Could Spread

The police of all nations are interlinked in a global network. They exchange tactics, strategies, and training; innovations in one field or region are swiftly passed on to others. It is plain for all to see that governments and the models of policing that they employ have become increasingly authoritarian since the turn of the century. In this context, it’s no stretch to imagine that police in Europe and the US might emulate the Russian model for concocting a conspiracy and forcing their targets to confirm its existence by means of torture.

Does this really seem hard to imagine?

The authorities in Europe and the US are certainly not above fabricating excuses to press charges. As we outlined in [Bounty Hunters and Child Predators](#), the police are often too lazy to target actual anarchist organizing. Bringing the negligence of all cynical employees to their work, they frequently find it easier to entrap inexperienced individuals who are peripheral to anarchist movements. In the US, this is adequately illustrated by the entrapments of [Eric McDavid](#), David McKay, Bradley Crowder, Matthew DePalma, the [NATO 3](#), and the [Cleveland 4](#), to name just a few examples, by FBI agents provocateurs like Andrew Darst and Brandon Darby. None of these people would have engaged in illegal activity had it not been for pressure and, in some cases, outright seduction from FBI operatives. All of them served years in prison as a result. Eric McDavid’s conviction was overturned nine years into his 19.5-year sentence when it came out that the FBI had concealed evidence that exonerated him; but in all of these cases, the authorities used roughly the same approach.

It is well documented that the US has employed torture against US and European citizens, including tactics such as [beatings, forced anal penetration, forced drug injections, denial of food and water, exposure to extreme cold, and threats of imminent death](#). A [report by the Justice Department Office of the Inspector General](#) acknowledged that after 9/11, detainees were slammed face first into a wall against a shirt with an American flag; the bloodstain left behind was described by one officer as the print of bloody noses and a mouth. US military interrogators have [committed suicide](#) as a consequence of their role in torturing detainees.

There are also reports of US government interrogators using [electrical shocks and mock executions](#) being used to force them to sign forged “confessions.” This is the FSB model.

Nor is it unrealistic to imagine that police in Europe or the United States would use torture against anarchists. Italian police [tortured arrestees during the 2001 G8 summit in Genoa](#), as the European Court of Human Rights recently acknowledged. There were reports of police torturing arrestees during [protests against the 2003 Ministerial](#) planning the Free Trade Area of the Americas in Miami. Since then, various city governments have paid out [countless millions of dollars](#) as a consequence of police misconduct; it takes a long time to get external confirmation of torture, but over the coming years, we will surely see many more cases from the past fifteen years come to light.

The current US administration is outright eager to see torture employed more widely. Just as the agenda of the Trump administration has been a driving force in unprecedented new crackdowns such as the [J20 prosecutions](#), it is realistic to expect that the enthusiasm Trump and his cronies have shown for Russian “toughness” will be reflected in the activities of police and federal agents in the years to come.

By the time the authorities get around to trying out new strategies on anarchists, we can be sure they will already have employed them against Muslims and poor people of color. This is yet another reason for us to engage in solidarity organizing with communities more targeted than our own, so we can keep abreast of police tactics that are likely to be employed against us next.

Wounds inflicted on arrestee Ilya Kapustin from handcuffs.

Previous Precedents in Russia

The tactic of forcing defendants to validate false testimony is not new to Russia, as a cursory review of the history of the USSR will show. Likewise, this is not the first time that the Russian security services have attempted to frame anarchists and anti-fascists by means of a concocted terror conspiracy.

For example, during the year before the presidential elections of 2012, the Nizhny Novgorod Counter-Extremism department concocted the so-called [Antifa-RASH case](#), in which they accused several anti-fascists of laying the groundwork for an armed coup; they even fabricated blatantly false “membership cards,” which were riddled with errors. Three of the defendants were eventually amnestied, but two remain in exile to this day.

Obviously fake “membership card” fabricated by the Nizhny Novgorod Counter-Extremism department to entrap anti-fascists in 2011.

After the parliamentary elections at the end of 2011, massive protests broke out in Russia and continued through the presidential elections. Apparently, this popular reaction struck fear into the Russian government. When Putin returned to power, new repressive legislation was introduced in order to systematically suppress all protest movements and criticism of the government.

Until 2014, the authorities had cooperated with far-right nationalists. But after the [Maidan uprising in the Ukraine](#), they cracked down on nationalists and fascists as well. And after the annexation of Crimea, the authorities brought more and more criminal cases against so-called terrorists and extremists: against Moslem

people from “non-traditional” denominations, against Crimean Tatars, against nationalists, anarchists, and anti-fascists. For example, in [the case of Sentsov and Kolchenko](#), an anarchist was sentenced to ten years imprisonment alongside an accused member of the Ukrainian fascist party Right Sector—despite his only connection to nationalists being that he had been beaten by them.

For some years, the nationalist Vyacheslav Maltsev promoted the idea that there would be a revolution on November 5, 2017. Maltsev himself left Russia due to a criminal charge against him (“Public calls for extremist activity”). Starting in October 2017, the authorities arrested many people connected to Maltsev and his movement throughout Russia and accused them of preparing terrorist attacks.

This is how it came to pass that, in the city of Penza, antifascists who had an airsoft team called “5.11”¹ were arrested, tortured, and accused of terrorism. When the secret service understood that the arrestees had nothing to do with nationalist revolution, they fabricated a conspiracy charge: participation in an invented anarchist terrorist group, “Network.” Thus the FSB sought to smash both right-wing and left-wing movements at the same time.

All this took place in advance of a new round of presidential “elections” on March 18. Putin and his colleagues wanted these elections to occur without protests afterwards. That’s why they set out to intimidate everyone who could potentially bring people into the streets.

Meanwhile, Russia is preparing to host the FIFA World Cup. As [we documented](#) in reference to the [World Cup in Brazil](#), mega-projects like the World Cup offer oppressive state governments the opportunity to carry out massive new initiatives of restructuring and repression. The Russian Secret Services were determined to show that they could effectively prevent terror attacks—and the easiest way to do so was to invent a threat. This is another factor that explains the new wave of repression against anarchists and antifascists in Russia.

The fact that the state intensified its attacks against anarchists and anti-fascists after finally cracking down on far-right groups should serve as a reminder that anti-fascists should be careful, in the course of their organizing, not to legitimize any form of state repression, even against the most dangerous fascists. Whatever the state does to fascists today, it will surely do to anarchists and other rebels tomorrow.

A map of the Russian election results: the dictator Putin was unanimously reelected. [Democracy](#) works in not-so-mysterious ways.

What We Can Do

What can we do to support the Russian defendants and thwart the attempt to innovate a new model for repression?

At the very least, we have to direct attention to the Russian torture cases in order to discredit the Russian police, in hopes of discouraging the security services of other nations from following their example. This much should be possible. Only a few years ago, Pussy Riot became darlings of the liberal media, filling the time-honored role of “Russian dissidents.” At a time when Donald Trump’s collusion with Russia dominates the news, it should be possible for us to use the same channels that [publicized the J20 cases](#) to draw attention to these cases too.

In responding to fabricated conspiracy cases, we can draw on our previously mentioned text, [The Age of Conspiracy Charges](#):

1. Don't let the state intimidate us out of confrontational public organizing.

The state targets public organizers because they are effective. Even when it is framed as a strategic choice, retreating from public organizing can only play into the hands of the authorities. Repression is intended to cause militants to back away from engaging with the public, losing connection with a broader social base and deepening the false dichotomy between passive “community organizing” and clandestine direct action. This is not to say everyone must organize publicly—on the contrary, one function of public organizing is to prepare a favorable ground for more generalized and anonymous actions—but that it is a necessary aspect of anarchist struggle.

2. Minimize our vulnerability to conspiracy charges.

There are many ways we can do this. Perhaps the most obvious is to [practice appropriate security culture](#), sharing sensitive information on a need-to-know basis and doing our best to [keep informants out of our circles](#). Security culture is not only for those who may be party to illegal activity; it is important for everyone connected to networks that the state is interested in mapping or disrupting.

Likewise, it's important to keep an eye out for [federal bounty hunters preying on naïve young activists](#). Often they prefer to target the least experienced or connected individuals in a social milieu instead of tangling with longtime militants. We can also inoculate ourselves against disruption by sorting out internal conflicts before they offer infiltrators or prosecutors opportunities to divide us against each other.

Whenever someone is targeted with a politically motivated conspiracy case, it's important that we mobilize the very best legal defense we can. Every conspiracy case against radicals sets a precedent for more of the same; defending one of us is literally defending all of us. Good lawyers serve two functions. First, they intimidate the state, which will be more likely to bargain or drop charges if it knows pressing them will be expensive and risky. Second, they can win cases or get them thrown out. Raising the money to defend one person effectively can save a lot more money and heartache in the long run.

Public support campaigns are equally important. On one side, this means going public when you are targeted—both so you can receive support and so that repression will be brought into the spotlight. On the other, it means organizing long-term support for defendants, so they will feel invested in answering to the community and so the authorities will have to factor in public relations challenges when they consider whether to target us. Support campaigns can target the most vulnerable individuals in the power structure; the supporters of the [RNC 8](#) did this by concentrating on county attorney Susan Gaertner, who was eventually forced to drop the terrorism charges against the defendants.

Finally, though this should go without saying, we can protect ourselves from conspiracy charges simply by not cooperating with the authorities. Many of these cases would never have gotten off the ground if people had not been intimidated into making statements against their former comrades. Nobody talks, everybody walks—that goes for our whole community as well as specific groups of defendants.

Defendants who cooperate with the government never come out ahead. As detailed below and elsewhere, not only do they lose friends and community support, they rarely get significantly shorter sentences—and doing prison time is much harder as an informant.

3. Craft an effective narrative discrediting the state’s use of conspiracy charges and circulate it to the general public.

If the authorities come to rely on pressing conspiracy charges against anarchists as a central strategy of repression, we must take advantage of the ways this makes them vulnerable. Many in our society—and not just radicals—are uncomfortable with the idea of people being persecuted for thought crime. We need to find ways to address people outside our social and political circles about the prevalence of conspiracy charges, so as to utilize this opportunity to discredit the state and delegitimize conspiracy-based cases. The broader the range of people who disapprove of this tactic, the more the hands of the authorities will be tied. Most of this work has yet to be done. If you are concerned about government repression, consider the ways you can approach others outside radical communities about this issue.

When we talk about conspiracy charges and witch hunts, it’s important to emphasize that we’re talking about the state, which *exists* to carry out violent repression. As long as there are inequalities and injustices, there will be resistance, and those in power will attempt to repress it. If we take ourselves seriously as a revolutionary movement, we need to see ourselves in the larger context and histories of resistance movements and the repression they have faced; we would do well to learn both from the successes and the failures of the past. It’s also important to remember that repression is a daily fact of life for countless people in communities on the wrong end of power and privilege; anarchists are far from exceptional in this regard.

Obviously, it is much more difficult for people to resist the pressure to cooperate with the authorities—and even to agree to validate outright lies—when they are grievously tortured. This makes solidarity and publicity efforts all the more important in this context.

A solidarity action in Toronto.

To donate money to support the legal defense of the arrestees, you can use Paypal to send funds to the Moscow Anarchist Black Cross at abc-msk@riseup.net. Add a note that the funds are for “St. Petersburg and Penza.” Send euros or US dollars.

Here are some other ways to donate:

- **Yandex (wallet of the Anarchist Black Cross St. Petersburg) :** 41001160378989
- **Bitcoin :** 1EKGZT2iMjNKHz8oVt7svXpUdcPAXkRBAH
- **Litecoin :** LNZK1uyER7Kz9nmiL6mbm9AzDM5Z6CNxVu
- **Etherium :** 0x1deb54058a69fcc443db2bf9562df61f974b16f7
- **Monero :** 4BrL51JcC9NGQ71kWhnYoDRffsDZy7m1HUU7MRU4nUMXAHNFBEJhKTZV9HdaL4gfuNBxLPc3BeMkLGaPbF5vWtANQn4wNWChXhQ8vao8MA
- **Zcash :** t1dX9Rpupi77erqEbdef3T353pvfTp9SA1

If you need another option for transferring money, contact the Anarchist Black Cross of Moscow: abc-msk@riseup.net

Appendix: The Arrestees (In Chronological Order)

In the city of Penza

Egor Zorin — Arrested October 17-18. He was the first arrestee, and the first to make a confession. Currently under house arrest.

Ilya Shakursky — Arrested October 19. Shakursky was trying to find Zorin, after Zorin disappeared. He was arrested after exiting a bus on his way home. Law enforcement planted two grenades and a pistol under the back seat of Shakursky's car. Tortured with electricity in the basement of the pre-trial detention center, he eventually agreed to a "confession." His mother was fired from her job after the news was published about the case and torture. He wrote a formal complaint about torture. Currently in pre-trial detention.

He said the plan was to implicate them in the Maltsev case. He said this. I was surprised. What was the connection? In my view, this case was fabricated on formal grounds. They grabbed one comrade by the name of Zorin. He was the weakest of them and testified against all his friends. Moreover, his testimony is absolutely far-fetched. It was grounds for detaining the other guys on suspicion of having committed the particular crime.

This is where it gets interesting. According to my client, all of them were tortured in the basement of the remand prison. The torture was sophisticated. Officers in masks and camouflage uniforms would enter their cells. They took them to a room in the basement, forced them to strip, attached electrodes to their fingertips, and cranked up a so-called dynamo.

He just said, "I couldn't take it. I broke down."

[-Statement of Attorney Anatoly Vahterov after visiting Ilya Shakursky in Penza Remand Prison No. 1 on February 7, 2018.](#)

Vasily Kuksov — Arrested October 19. When officers brought him along to search his home, his trousers and jacket were torn and bloodstained and his forehead and nose were badly injured, as if he had been smashed against the pavement. There is speculation that he was tied to a car and dragged behind it. Guns were planted in his car (the lock of which is broken). He still has not agreed to offer or validate any testimony to the police. Currently in pre-trial detention.

Dmitry Pchelintsev — Arrested October 27. Pchelintsev had left the house at approximately six o'clock in the morning to meet his grandmother when he was arrested and brutally tortured. Accused of being an organizer of the supposed terrorist "Network," he validated the narrative of the FSB. He made a formal complaint about torture, but asked to rescind it after a few days—a likely sign that he was tortured again. Currently in pre-trial detention.

"After I tried to commit suicide by slashing my veins open, I was put under special watch in the remand prison. The cuffs were not removed from my hands even when I was signing interrogation reports.

I want to add that, when I was tortured with electrical shocks, my mouth was full of “crushed teeth” due to the fact I gritted my teeth since the pain was strong, and I tore the frenulum of my tongue. My mouth was full of blood, and at some point one of my torturers stuck my sock in my mouth.

I was beaten so badly I had open wounds on my head.

[–Transcript of attorney Oleg Zaitsev’s interview with Dmitry Pchelintsev](#)

Andrey Chernov — Arrested at the beginning of November. In jail, Chernov met Pchelintsev, who told him to agree to everything in order to minimize the extent to which he would be tortured. Subsequently, he proclaimed his guilt. Currently in pre-trial detention.

Arman Sagynbayev — Arrested at the beginning of November in St. Petersburg. Sagynbayev is reportedly experiencing serious health problems and needs medical attention. During the police custody extension hearing in mid-December, he said he constantly felt sick and vomited. According to other detainees, Sagynbayev was brutally tortured. Currently in pre-trial detention.

In the City of St. Petersburg

Viktor Filinkov — Kidnapped in an airport by the FSB on January 23. Filinkov is an anti-fascist, a computer programmer, and a Kazakh citizen. Officers took Filinkov to the woods, where they tortured him with electrical shock. He made a formal complaint about torture. He initially cooperated with the FSB, proclaiming his guilt, but now he wishes to retract his testimony. Currently in pre-trial detention.

For some questions they didn’t have the answers themselves.

“Where are the weapons?”

“What weapons? I know nothing,” I replied, and was shocked.

“You know everything, where are the weapons?” Bondarev K.A. pressed.

“Tell me, I will say what you tell me!” I hoped for mercy, but was still shocked. After several rounds, these questions were changed for ones which there were answers.

The masked man shocked me in different places: handcuffs, neck, chest, crotch, but the most convenient place was the right leg—he pressed me against the window, fixed my body in place, pressed the Taser in, pushed the button and held it like that, and I couldn’t move my leg anywhere. Bondarev K.A. repeated punches on the back of my head from time to time—all in all, he hit me at least 10 times.

[–Testimony of Viktor Filinkov on his arrest and torture](#)

Igor Shishkin — Kidnapped when he left to walk his dog on January 25. Shishkin was missing for two days, then reappeared at a court appearance which no one was permitted to attend. He had many marks on his body from torture and from electric wires. He made a deal with investigators. In pre-trial detention.

The Public Monitoring Commission in St. Petersburg visited Filinkov and Shishkin in prison and [confirmed that they had marks from several kinds of torture.](#)

Ilya Kapustin — A witness. Kapustin was seized by masked secret service officers on the evening of January 25 on his way home. He reports that he was tortured with an electric cattle prod while being asked questions. He is free.

When I was returning home in the evening and was quite close to my house, five or so men in black uniforms and masks attacked me from different directions. They pushed me on the ground and dragged me into a minivan while kicking me. I tried to call for help. I yelled, but to no avail. I was knocked down on the floor of the vehicle, and the men searched me while continuing to kick me. I was handcuffed very tightly, so tightly I still have cuts on my hands.

The vehicle drove off, and I was interrogated. When I did not know the answer to a question, when I did not understand who or what they were talking about, they shocked me with an electric cattle prod near my groin or the side of my stomach. They shocked me so I would say some acquaintance of mine or another was planning to do something dangerous. There were questions about whether I was a member of certain organizations, where I had traveled, and whether I had been to Penza. They asked me to tell them details about the lives of my acquaintances.

So, from time to time they poked me with the shocker. At some point, one of them said they could dump me in the woods somewhere and break my legs. I was looking forward to this moment when it would all be over, because they had tortured me for such a long time it was quite unbearable.

I was in the vehicle from roughly nine-thirty in the evening to one-thirty in the morning when we arrived, apparently at an FSB office. When they took me out, they pulled a hood over my head and forced me to look down, and I could not figure out where we were, but later, when they took me home to search my flat, I guessed that I had been in the FSB office on the corner on Shpalernaya Street. I saw many secret service people in the office, only they were dressed in plain clothes. An investigator questioned me for something like an hour. Other secret service guys would sometimes stop by. One of them told me that if I did not want a second round, I should answer all the questions.

Then we went to the flat where we live, and there they let us read a search warrant issued by a court in Penza. During the search, I refused to switch on my laptop and telephone. That made them act very stridently. They threatened to hide a grenade and come back in a couple of days and find it in a search. Ultimately, they confiscated my laptop, telephone, and hard drive.

—[Testimony of Ilya Kapustin](#)

In addition, activists who carried out solidarity actions in Chelyabinsk [were arrested and tortured by officers of the FSB](#).

A [solidarity action in Toronto](#).

1. 5.11 is the name of a sports clothing company. It is also the date of the shooting of anarchists in the Arbekovo forest of Penza at the beginning of the 20th century.

suisse

Bâle : verdict du procès en appel contre un compagnon

Derrière les murs du palais de justice, le procureur et les juges ont tout mis en œuvre pour représenter la justice dans tout ce qu'elle a de plus arbitraire. Avec l'argument du tribunal selon lequel les traces d'ADN sur un gant sont suffisantes pour accuser notre compagnon de n'importe quel acte – que ce dernier ait ou non commis lui-même les dommages matériels – on fait peser sur lui une sorte de culpabilité collective. Ceci sur la base du fait qu'il était politisé et récidiviste et en raison de son refus constant de parler à la police (euh, ne s'agirait-il pas là de quelque chose comme un droit fondamental ?). Le tribunal a donc confirmé le verdict de la première instance et a condamné notre ami à un an et demi de prison ferme.

Nous ne sommes pas surpris.-e-s. Le fait que les juges, sans sourciller, détruisent des vies par leurs interprétations arbitraires et volent des années de notre vie ne fait que renforcer notre rejet de la magistrature et confirmer le ridicule de leurs activités. Pourtant, cela nous fout la rage parce qu'ils veulent enfermer notre ami. Et notre colère s'intensifie encore plus quand, après le verdict, les flics l'entourent et l'emmènent directement dans un fourgon. Sans préavis et sans explication, ils l'ont transporté à Zurich, où il a été amené directement devant le juge et où est à l'heure actuelle toujours en détention préventive. À présent, il est clair qu'il s'agit là d'une nouvelle enquête du ministère public zurichois.

Nous sommes en colère et notre ami nous manque. Les murs de béton peuvent nous séparer, mais jamais briser nos idées et notre solidarité !

Berne : Visite nocturne chez une pièce-maitresse du système carcéral

Nous avons sprayé les murs et les portes avec « Sabotons les profiteurs du système carcéral de CSD » / « Abattons Bässlergut » et englué la serrure de la porte d'entrée.

Après cette visite, nous aimerions transmettre à CSD Ingenieure un message public destiné aux entreprises impliquées dans l'agrandissement de la prison de Bässlergut.

Aux membres de la direction de CSD Ingenieure.

Votre entreprise participe à l'agrandissement de la prison de Bässlergut. Vous faites donc partis d'un projet de construction qui fera en sorte d'enfermer à l'avenir encore plus de gens.

Ceci n'est pour vous qu'une énième commande qui vous permettra de remplir vos caisses, tout en vous jetant aux pieds des dominants. Mais ce chantier et tous les mécanismes qui se manifestent ont, pour beaucoup de gens, des conséquences profondes.

Vous pouvez vous auto-persuader encore longtemps que vous n'avez aucune responsabilité là-dedans, que ce n'est qu'une commande, que personne ne veut porter la responsabilité de d'enfermer, d'expulser, d'humilier, tout comme personne n'est responsable des bombes larguées.

Mais en réalité, vous construisez cette prison, les autorités la commandent, les flics et la justice la remplissent et le personnel veille à ce qu'elle fonctionne le mieux possible.

Donc vous pouvez aussi faire face à cette responsabilité et vous retirez publiquement de ce projet de construction – et ce vaurien de Baschi est capable de faire lui-même tout le sale boulot.

Mais tant que vous ne le faites pas, vous ne vous étonnez pas du fait que des gens, se sentant eux-mêmes menacés par ces cellules ou n'acceptant pas que des gens soient enfermés et expulsés vous signifient concrètement cette responsabilité.

Vous pouvez prendre une décision.

Jusqu'à présent, nous ne vous saluons absolument pas.